

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 94 — 2807

[C — 29479]

27 OCTOBRE 1994

**Décret de la Communauté française fixant l'organisation générale
de l'enseignement supérieur en grandes écoles (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et champ d'application

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1^o Grande Ecole : institution d'enseignement supérieur, organisée ou subventionnée par la Communauté française, constituée de départements, dispensant un enseignement supérieur de type court et un enseignement supérieur de type long, sous réserve de l'article 8.

2^o Autorités de la Grande Ecole :

a) Pour les Grandes Ecoles subventionnées par la Communauté française : les instances qui, dans chaque Grande Ecole, sont habilitées soit par le pouvoir organisateur des Grandes Ecoles non constituées sous forme de personnes morales, soit statutairement, soit par délégation à exercer les compétences qui leur sont attribuées par le présent décret.

b) Pour les Grandes Ecoles organisées par la Communauté française : le Conseil d'administration ou le collège de direction visés à l'article 24.

3^o Département : entité regroupant au sein d'une Grande Ecole des activités d'une même catégorie d'enseignement supérieur.

4^o Enseignement supérieur : enseignement supérieur de plein exercice au sens de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur de plein exercice, à l'exclusion de l'enseignement universitaire.

5^o Étudiants subsidiables : les étudiants qui entrent en ligne de compte pour le financement.

6^o Cycle : période d'études au terme de laquelle un grade peut être obtenu.

7^o Année d'études : l'unité de division d'un programme ou cycle d'études.

8^o Etablissement d'enseignement supérieur : institut dispensant un enseignement supérieur de type court et/ou de type long à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

9^o Pouvoir organisateur : personne morale qui assume la responsabilité de l'enseignement dispensé dans un ou plusieurs établissements d'enseignement supérieur ou dans une Grande Ecole lorsque celle-ci n'est pas constituée sous forme de personne morale conformément à l'article 16.

10^o Section : subdivision d'une des catégories visées à l'article 38 du présent décret pour le type court et le type long.

11^o Option : la partie d'une section ayant une orientation propre et couvrant soit une partie d'une ou de plusieurs années d'études, soit toutes les activités d'enseignement d'une année d'études.

12^o Conseil général : le conseil général des Grandes Ecoles visé à l'article 37.

13^o Le Ministre : le membre du Gouvernement qui a l'enseignement supérieur dans ses attributions.

Art. 2. Le présent décret s'applique à tous les établissements d'enseignement supérieur de type court et de type long organisés ou subventionnés par la Communauté française et aux Grandes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française. A l'exception de ses articles 33 et 34, le présent décret ne s'applique pas aux établissements d'enseignement supérieur qui organisent uniquement des études relevant de l'enseignement supérieur artistique.

CHAPITRE II. — Constitution des Grandes Ecoles

Section I^{re}. — Critères de regroupement en Grandes Ecoles

Art. 3. Les Grandes Ecoles sont créées par réseau et par zone, par regroupement des établissements d'enseignement supérieur de type court et/ou de type long organisés ou subventionnés par la Communauté française, conformément à l'article 11.

Art. 4. § 1^{er}. Les Grandes Ecoles sont réparties en trois réseaux distincts :

1^o le réseau de la Communauté française qui comprend les Grandes Ecoles organisées par la Communauté française;

2^o le réseau de l'enseignement officiel subventionné qui comprend les Grandes Ecoles organisées par les provinces, les communes, les associations de communes ou toutes autres personnes morales de droit public;

3^o le réseau de l'enseignement libre subventionné qui comprend les Grandes Ecoles organisées par des personnes privées.

Session 1993-1994.

Documents du Conseil. — N^o 171, n^o 1 : Projet de décret; n^o 2 : Rapport; n^{os} 3 à 9 : Amendements; n^o 10 : Avis du Conseil d'Etat.

Session 1994-1995.

Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séance du mardi 18 octobre 1994. Discussion et adoption. Séance du jeudi 20 octobre 1994.

§ 2. Le Gouvernement peut autoriser le regroupement en Grandes Ecoles d'établissements d'enseignement relevant de pouvoirs organisateurs de réseaux différents. Ces pouvoirs organisateurs optent pour l'appartenance de la nouvelle Grande Ecole à un des réseaux dont relevaient les établissements d'enseignement supérieur avant leur regroupement.

Art. 5. Les Grandes Ecoles sont réparties en cinq zones distinctes :

- 1° La Région bilingue de Bruxelles-Capitale et la province du Brabant wallon;
- 2° La province de Hainaut;
- 3° La province de Liège, à l'exception de la Région de langue allemande;
- 4° La province de Luxembourg;
- 5° La province de Namur.

Jusqu'au 1er janvier 1995, les mots « la province du Brabant wallon » doivent se lire comme « l'arrondissement administratif de Nivelles ».

Chaque Grande Ecole est considérée comme localisée dans une zone lorsque son siège administratif et l'ensemble de ses implantations y sont situés, sans préjudice de l'article 7, § 2.

Art. 6. Dans chacune des zones mentionnées à l'article 5, une Grande Ecole peut être créée dans chacun des réseaux au sein desquels un ou plusieurs établissements d'enseignement supérieur organisés ou subventionnés par la Communauté française dispensaient un enseignement supérieur à la date du 1er septembre 1993.

Art. 7. § 1er. La Grande Ecole ne peut organiser un enseignement que dans la zone dans laquelle elle est située. L'enseignement qu'elle organise peut être dispensé dans plusieurs implantations situées dans la zone.

§ 2. Cependant, lorsqu'un ou plusieurs établissements d'enseignement supérieur composant la Grande Ecole organisent, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, un enseignement supérieur dans des implantations situées dans des zones différentes, ces implantations peuvent être maintenues pendant une durée déterminée par le Gouvernement.

Au plus tard à l'issue du délai déterminé par le Gouvernement, ces implantations sont soit fermées, soit transférées dans la zone de l'établissement dont elles dépendaient, soit reprises dans une Grande Ecole de la zone où elles sont situées.

L'implantation peut être reprise par une Grande Ecole d'un autre réseau moyennant l'approbation du Gouvernement.

Art. 8. § 1er. La Grande Ecole organise à la fois des études supérieures de type court et de type long.

Est considérée comme dispensant un enseignement supérieur de type long, la Grande Ecole qui organise au moins un des deux cycles de cet enseignement.

Par dérogation à l'alinéa 1er, une Grande Ecole peut organiser uniquement des études supérieures de type court ou des études supérieures de type long lorsqu'à la date d'entrée en vigueur du présent décret seules des études supérieures de type court ou des études supérieures de type long sont organisées dans la zone et dans le réseau ou lorsque, suite au regroupement d'établissements au sein d'une ou plusieurs Grandes Ecoles, il n'existe plus, dans la zone et dans le réseau, que des établissements organisant soit des études supérieures de type long, soit des études supérieures de type court.

§ 2. Chaque Grande Ecole d'un même réseau ne peut regrouper plus d'un établissement dispensant un enseignement de type long que si au moins deux Grandes Ecoles du même réseau comprennent au moins un établissement dispensant un enseignement supérieur de type long.

§ 3. La Grande Ecole organise un enseignement supérieur relevant de plusieurs des catégories visées à l'article 38, § 1er.

Section 2. — Du nombre de Grandes Ecoles

Art. 9. § 1er. Le nombre de Grandes Ecoles par réseau et par zone est fixé sur base de la population d'étudiants régulièrement inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur organisés ou subventionnés par la Communauté française au 1er février 1994.

§ 2. Par zone et par réseau, peuvent être créées :

- 1° deux Grandes Ecoles lorsque la population des étudiants régulièrement inscrits au 1er février 1994 est supérieure à 3 800;
- 2° trois Grandes Ecoles lorsque la population des étudiants régulièrement inscrits au 1er février 1994 est supérieure à 5 700;
- 3° quatre Grandes Ecoles lorsque la population des étudiants régulièrement inscrits au 1er février 1994 est supérieure à 7 600;
- 4° cinq Grandes Ecoles lorsque la population des étudiants régulièrement inscrits au 1er février 1994 est supérieure à 9 500;

§ 3. Dans les cas où, par réseau, plus d'une Grande Ecole peut être organisée dans une zone, chaque Grande Ecole doit compter au moins 1 000 étudiants régulièrement inscrits.

§ 4. Pour l'application de l'article 4, § 2, la population des établissements concernés est comptabilisée au bénéfice du réseau pour lequel la Grande Ecole a opté.

Art. 10. Par dérogation à l'article 8, § 1er, alinéa 3 et § 3 et à l'article 9, les pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur, existant au 1er septembre 1993, du réseau libre subventionné à caractère non confessionnel peuvent constituer une Grande Ecole par zone. Dans cette hypothèse, le nombre de Grandes Ecoles qui peuvent être créées par les établissements d'enseignement supérieur du réseau libre subventionné à caractère confessionnel est déterminé conformément aux normes de population visées à l'article 9, § 2, après déduction du nombre d'étudiants régulièrement inscrits au 1er février 1994 pris en compte pour l'établissement de la Grande Ecole constituée des établissements relevant de l'enseignement libre subventionné non confessionnel.

Section 3. — Procédure de constitution des Grandes Ecoles

Art. 11. § 1er. Pour le 1er septembre 1995, les établissements d'enseignement supérieur de type court et de type long organisés ou subventionnés par la Communauté française au 1er janvier 1994 doivent être regroupés en Grandes Ecoles.

§ 2. Lors de la constitution d'une Grande Ecole, les différents établissements peuvent garder leur dénomination. Il peut s'agir tant de la dénomination officielle que de la dénomination usuelle.

§ 3. Les propositions de création des Grandes Ecoles visées aux articles 12, § 1er, et 13, sont établies après concertation entre les pouvoirs organisateurs, les membres du personnel et les étudiants des établissements concernés.

Le Gouvernement arrête les modalités de cette concertation.

Art. 12. § 1er. Pour l'application du § 1er de l'article 11, les propositions de création par zone des Grandes Ecoles subventionnées par la Communauté française sont soumises à l'approbation du Gouvernement de la Communauté française par les pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement officiels et libres subventionnés et, là où elles existent, par les Organisations représentatives de ces pouvoirs organisateurs, pour le 31 mars 1995 au plus tard.

Dans un délai de 30 jours ouvrables à partir du 31 mars 1995, le Gouvernement de la Communauté française se prononce par réseau et par zone sur les propositions de création des Grandes Ecoles. A défaut d'approbation, le Gouvernement de la Communauté française invite les autorités concernées à lui soumettre une nouvelle proposition dans un délai maximum d'un mois. Le Gouvernement de la Communauté française, dans un délai d'un mois, approuve les propositions de création des Grandes Ecoles et arrête la liste des Grandes Ecoles et des établissements ou parties d'établissements d'enseignement supérieur qui les composent. La décision motivée sera notifiée aux auteurs de la proposition dans un délai de 30 jours ouvrables.

§ 2. Les propositions de création de Grandes Ecoles visées au § 1er peuvent comprendre, le cas échéant, des demandes de transfert d'une ou plusieurs sections ou implantations d'un établissement à un autre établissement d'enseignement supérieur qui se regroupe dans une autre Grande Ecole.

Moyennant l'autorisation du Gouvernement, ces sections ou implantations peuvent appartenir à un établissement d'un autre réseau.

Dans ce cas, le Gouvernement arrête le nouveau nombre de sections par Grande Ecole sur base des dispositions de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur de plein exercice.

§ 3. Dans le cas où un établissement d'enseignement supérieur dispense également, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, un enseignement d'un autre niveau, la proposition de constitution en Grande Ecole visée au paragraphe 1er doit comprendre les modalités de réorganisation résultant soit du regroupement en Grande Ecole de l'établissement concerné soit du transfert à la Grande Ecole de son enseignement supérieur. Le Gouvernement arrête les dispositions réglementaires résultant de cette réorganisation.

Art. 13. Le Gouvernement établit :

1° par zone, la liste des Grandes Ecoles organisées par la Communauté;

2° pour chacune des Grandes Ecoles, la liste des établissements ou parties d'établissements d'enseignement supérieur qui entrent dans leur constitution.

Art. 14. La Grande Ecole subventionnée par la Communauté française, constituée sous forme de personne morale, succède à l'ensemble des droits et obligations des pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur nécessaires à l'activité de la Grande Ecole qui la constituent en ce compris les droits et obligations relatifs au personnel sur base des conventions prévues à l'article 15, moyennant le consentement des tiers concernés.

Dans l'enseignement supérieur officiel subventionné de type long et de type court, tout membre du personnel qui, en ce qui le concerne, ne consent pas à ce que la Grande Ecole subventionnée par la Communauté française succède aux droits et obligations du pouvoir organisateur dont il dépend sera considéré comme démissionnaire au sens de l'article 59, 1° du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné.

Dans l'enseignement supérieur libre subventionné de type long et de type court, tout membre du personnel qui, en ce qui le concerne, ne consent pas à ce que la Grande Ecole subventionnée par la Communauté française succède aux droits et obligations du pouvoir organisateur dont il dépend sera considéré comme démissionnaire au sens de l'article 72, 1° du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné.

Par dérogation à l'alinéa 1er, les pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur peuvent conserver leur droit de propriété sur leur patrimoine moyennant acceptation des obligations qui y sont attachées. Les éléments de ce patrimoine qui sont nécessaires à l'activité de la Grande Ecole seront mis à la disposition de celle-ci selon les modalités déterminées conventionnellement.

Art. 15. La proposition de création d'une Grande Ecole par les pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement libre ou officiel subventionné comprend :

1° la dénomination retenue;

2° la détermination de la nature juridique de la Grande Ecole au moment de sa création et les projets de statuts y afférents;

3° la détermination du réseau dont relève la Grande Ecole;

4° la description des établissements ou parties d'établissements d'enseignement supérieur qui entrent dans la composition initiale : implantation et répartition de la population par section, par catégorie et par type d'enseignement supérieur;

5° la description du patrimoine mobilier et immobilier de chaque établissement d'enseignement supérieur;

6° le nombre et la dénomination des départements, des sections et options;

7° la composition du ou des pouvoirs organisateurs de la Grande Ecole non constituée sous forme de personne morale;

8° la composition et les compétences des organes de gestion et de consultation;

9° les accords de collaboration intervenus entre les établissements d'enseignement supérieur composant la Grande Ecole en ce compris le projet pédagogique et les modalités de collaboration entre l'enseignement supérieur de type court et l'enseignement supérieur de type long ainsi qu'entre les différentes catégories d'enseignement visées à l'article 38 du présent décret;

10° dans le cas où la Grande Ecole est constituée sous forme de personne morale, les conventions relatives soit à la transmission des droits et obligations des pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur à la Grande Ecole contenant les consentements des tiers concernés soit à la mise à la disposition de la Grande Ecole de leur patrimoine ainsi que toute convention établie entre les pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur;

11° le cas échéant, les demandes de transfert de section(s) ou implantation(s) entre établissements d'enseignement supérieur relevant de Grandes Ecoles différentes par chaque établissement d'enseignement concerné;

12° le cas échéant, les modalités de réorganisation visées à l'article 12, § 4;

13° le cas échéant, les conventions liant entre eux les départements, sections ou implantations de Grandes Ecoles différentes et reprenant des collaborations existant au 1er septembre 1993.

Section 4. — Nature juridique des Grandes Ecoles

Art. 16. Les Grandes Ecoles relevant du réseau de l'enseignement libre subventionné et du réseau de l'enseignement officiel subventionné sont constituées sous la forme de personnes morales, à l'exception des Grandes Ecoles regroupant des établissements d'enseignement supérieur relevant du pouvoir organisateur d'une seule commune ou d'une seule province.

Art. 17. Chaque Grande Ecole organisée par la Communauté française constitue un service à gestion séparée, au sens de l'article 140 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991.

Section 5. — Procédure de fusion des Grandes Ecoles

Art. 18. § 1er. Les Grandes Ecoles d'une même zone et d'un même réseau constituées en vertu de l'article 11 peuvent fusionner.

§ 2. La proposition de fusion, par zone, des Grandes Ecoles est soumise à l'autorisation du Gouvernement soit par les pouvoirs organisateurs des Grandes Ecoles non constituées sous forme de personne morale, soit par les autorités des Grandes Ecoles constituées sous forme de personne morale qui fusionnent, au plus tard le 1er janvier de l'année académique en cours. Le Gouvernement de la Communauté française se prononcera à ce sujet au plus tard le 1er mars de la même année académique.

§ 3. Dans l'enseignement supérieur organisé par la Communauté française, le Ministre peut fusionner les Grandes Ecoles, par zone, au plus tard le 1er mars de l'année académique, après avoir pris l'avis des Conseils d'administration des Grandes Ecoles.

§ 4. La décision motivée sera notifiée aux auteurs de la proposition dans un délai de 30 jours ouvrables.

§ 5. La fusion devient effective au début de l'année académique suivante.

Art. 19. § 1er. Par dérogation à l'article 18, § 1er, le Gouvernement peut autoriser la fusion de Grandes Ecoles subventionnées situées dans des zones limitrophes ou fusionner des Grandes Ecoles organisées par la Communauté française situées dans des zones limitrophes.

§ 2. Par dérogation à l'article 18, § 1er, le Gouvernement peut autoriser la fusion des Grandes Ecoles de réseaux différents. Les pouvoirs organisateurs des Grandes Ecoles non constituées sous forme de personne morale ou les autorités des Grandes Ecoles constituées sous forme de personne morale optent pour l'appartenance de la nouvelle Grande Ecole à un des réseaux dont relevaient les Grandes Ecoles avant leur fusion.

Art. 20. La proposition de fusion de Grandes Ecoles comprend :

- 1° la dénomination retenue de la nouvelle Grande Ecole;
- 2° la détermination de la nature juridique de la Grande Ecole au moment de sa création et les projets de statuts y afférents;
- 3° la détermination du réseau dont relève la Grande Ecole;
- 4° l'implantation et la répartition de la population par section, par catégorie et par type d'enseignement supérieur;
- 5° le nombre et la dénomination des départements;
- 6° la composition du nouveau pouvoir organisateur de la Grande Ecole si elle n'est pas constituée sous forme de personne morale;
- 7° la composition et les compétences des organes de gestion et de consultation;
- 8° l'ensemble des conventions passées entre Grandes Ecoles, et le cas échéant, avec ou entre les pouvoirs organisateurs des Grandes Ecoles non constituées sous forme de personne morale relatives à la transmission des droits et obligations à la nouvelle Grande Ecole et en ce compris les conventions avec les tiers, le cas échéant, à la mise à la disposition de la nouvelle Grande Ecole du patrimoine des pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur qui constituent les Grandes Ecoles fusionnées.

CHAPITRE III. — Les missions des Grandes Ecoles

Art. 21. La mission des Grandes Ecoles est d'assurer la formation initiale dispensée en enseignement supérieur de type court et de type long dans les différentes catégories d'études visées à l'article 38.

Les Grandes Ecoles peuvent également assurer la formation continuée, organiser la recherche appliquée et collaborer avec le monde culturel et socio-économique.

Art. 22. Dans le cadre de leurs missions visées à l'article 21, les Grandes Ecoles peuvent conclure des accords de collaboration entre elles ainsi qu'avec des établissements d'enseignement fondamental et secondaire, des établissements de promotion sociale, des institutions universitaires ou toute autre personne juridique issue du monde culturel ou socio-économique.

Les partenaires choisis peuvent être belges ou étrangers.

CHAPITRE IV. — La gestion des Grandes Ecoles

Section 1re. — La gestion des Grandes Ecoles organisées par la Communauté française

Art. 23. Les Grandes Ecoles organisées par la Communauté française sont gérées par un Conseil d'administration et sont dotées d'un Collège de direction, d'un Conseil pédagogique et d'un Conseil social.

Le Collège de direction assure l'exécution des décisions du Conseil d'administration, prend les décisions pour lesquelles il a reçu délégation et exerce les compétences attribuées aux directeur et directeur adjoint des établissements d'enseignement supérieur.

Le Conseil pédagogique est consulté par le Conseil d'administration ou le Collège de direction sur toute question concernant l'utilisation des moyens pédagogiques et l'affectation des ressources humaines.

Le Conseil social est consulté par le Conseil d'Administration ou le Collège de direction sur toute question relative aux conditions matérielles et sociales des étudiants.

Il lui revient notamment de gérer en concertation avec les organes de gestion de la Grande Ecole, les fonds disponibles pour les besoins sociaux des étudiants.

Les compétences et les modalités de fonctionnement des organes visés par le présent article sont arrêtées par le Gouvernement.

Art. 24. Le Conseil d'administration est composé :

- 1° du Directeur-Président,
 - 2° des Directeurs de départements visés à l'article 30;
 - 3° de quatre membres du personnel de la Grande Ecole nommés à titre définitif dans la Grande Ecole représentant les organisations syndicales qui siègent au sein du comité de secteur IX proportionnellement à leur importance dans la Grande Ecole et présentés au Ministre par les organisations syndicales concernées;
 - 4° de deux personnes choisies par le Ministre, eu égard à leurs compétences particulières dans le secteur professionnel en rapport avec les études organisées, et présentées par les membres du Conseil d'administration visés en 1°, 2° et 3° sur une double liste;
 - 5° de quatre personnes choisies par le Ministre, représentant les milieux sociaux, présentées pour moitié par les organisations syndicales interprofessionnelles et pour moitié par des organisations patronales;
 - 6° d'un étudiant par département ayant réussi la première année d'études;
- Les membres visés au 3°, 4° et 5° sont nommés par le Ministre pour une durée de cinq ans.
Les membres visés au 6° sont élus par leurs pairs pour une durée d'un an.
Les mandats sont renouvelables.

Art. 25. Le Collège de direction est composé des directeurs de département visés à l'article 30 et est présidé par le Directeur-Président.

Le Directeur-Président est désigné par le Ministre qui le choisit sur une liste de trois candidats proposés par le Collège de direction.

Le mandat du Directeur-Président est d'une durée de cinq ans renouvelable.

Le Directeur-Président peut exercer une charge d'enseignement.

Art. 26. Le Gouvernement détermine les modalités de composition et de fonctionnement du Conseil pédagogique, du Conseil social et du Conseil de département.

Art. 27. Chaque Grande Ecole compte autant de départements que de catégories d'études organisées en son sein.

Chaque département est dirigé par un directeur désigné par le Ministre qui le choisit sur une liste de trois candidats proposés par le personnel enseignant du département. Le mandat du directeur de département est d'une durée de cinq ans. Il est renouvelable.

Le directeur de département peut exercer une charge d'enseignement.

Chaque département de la Grande Ecole est doté d'un Conseil de département.

Le Conseil de département a pour mission d'émettre des avis de sa propre initiative ou à la demande du Conseil d'Administration de la Grande Ecole sur des questions concernant le département.

Section 2

La gestion des Grandes Ecoles subventionnées par la Communauté française

Art. 28. Les Grandes Ecoles subventionnées par la Communauté française, constituées sous forme de personne morale, sont gérées par des organes de gestion et de consultation dont les pouvoirs organisateurs décident de les doter.

Les Grandes Ecoles non constituées sous forme de personnes morales sont gérées par des organes de gestion et sont dotées d'organes de consultation créés et institués par leurs pouvoirs organisateurs.

Il y a dans chaque Grande Ecole au moins un organe de gestion, un collège de direction, un organe de consultation dans le domaine pédagogique et un organe de consultation dans le domaine social.

Le collège de direction assure l'exécution des décisions de l'organe de gestion et prend les décisions pour lesquelles il a reçu délégation.

L'organe de consultation dans le domaine pédagogique doit être consulté par l'organe central de gestion et par le collège de direction sur toute question concernant l'utilisation des moyens pédagogiques et l'affectation des ressources humaines.

L'organe de consultation dans le domaine social doit être consulté par l'organe central de gestion et par le collège de direction sur toute question relative aux conditions matérielles et sociale des étudiants. Il lui revient notamment de gérer en concertation avec les organes de gestion de la Grande Ecole, les fonds disponibles pour les besoins sociaux des étudiants.

Art. 29. Le collège de direction est composé au moins des directeurs des départements et est présidé par un Directeur-Président.

Le Directeur-Président est désigné par le pouvoir organisateur qui le choisit sur une liste de trois candidats proposés par le collège de direction.

Le mandat du Directeur-Président est d'une durée de cinq ans, renouvelable.

Le Directeur-Président peut exercer une charge d'enseignement.

Art. 30. Chaque Grande Ecole compte autant de départements que de catégories d'études organisées en son sein.

Chaque département est dirigé par un directeur nommé par le pouvoir organisateur qui choisit sur une liste de trois candidats proposés par l'ensemble du personnel enseignant du département. Le mandat du directeur de département est d'une durée de cinq ans, renouvelable.

Le directeur de département peut exercer une charge d'enseignement.

Chaque département de la Grande Ecole est doté au moins d'un conseil de département.

Le conseil de département a pour mission d'émettre des avis de sa propre initiative ou à la demande de l'organe de gestion de la Grande Ecole sur des questions concernant le département.

Section 3. — De la participation dans la gestion des Grandes Ecoles

Art. 31. Dans les Grandes Ecoles organisées par la Communauté française :

1° Au moins un quart des membres représentent les membres du personnel au sein du conseil pédagogique, du conseil social et du conseil de département.

2° Au moins un cinquième des membres représentent les étudiants au sein du conseil pédagogique, du conseil social et du conseil de département.

Art. 32. Les Grandes Ecoles subventionnées par la Communauté française assurent au sein de leurs organes de gestion et de consultation une représentation des membres du personnel à concurrence d'au moins un quart et une représentation des étudiants à concurrence d'au moins un cinquième des membres. Les étudiants assistent aux réunions des organes de gestion au moins avec voix consultative.

**CHAPITRE V. — Dispositions relatives
au financement des Grandes Ecoles et des établissements d'enseignement supérieur**

Art. 33. § 1er. En 1994-1995, pour l'application des normes d'encadrement et la détermination du nombre d'emplois dans les fonctions du personnel administratif dans l'enseignement supérieur de type long et pour la fixation du nombre de périodes admissibles et la fixation du nombre d'emplois du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif dans l'enseignement supérieur de type court, le nombre d'étudiants subsidiables sera composé du nombre d'étudiants subsidiables au 1er février 1993 augmenté ou diminué du dixième de la différence entre le nombre d'étudiants subsidiables arrêté au 1er février 1994 et le nombre d'étudiants subsidiables arrêté au 1er février 1993.

Toutefois, il est accordé un encadrement complémentaire aux établissements dont le nombre d'étudiants subsidiables au trentième jour de l'année académique 1994-1995 dépasse le nombre arrêté au 1er février 1993 de vingt pour cent.

Cet encadrement est accordé à concurrence d'une charge complète d'enseignant par tranche complète de population étudiante au-delà du pourcentage visé ci-dessus.

Cet encadrement est constitué par le résultat, arrondi à l'unité inférieure, et exprimé en nombre de charges complètes, de la division du nombre d'étudiants au-delà de ce pourcentage par quarante.

§ 2. Sur la base du nombre d'étudiants visé au § 1er, l'encadrement est calculé selon les règles en vigueur et par établissement. Les Grandes Ecoles créées en application de l'article 11 disposent, dans l'attente de nouvelles normes relatives au financement des Grandes Ecoles, de l'encadrement total résultant de l'addition de l'encadrement des établissements entrant dans leur constitution.

§ 3. En 1994-1995, des périodes ou des unités d'encadrement peuvent être cédées par un établissement à un autre établissement du même réseau à concurrence de 1/20 maximum des périodes ou des unités d'encadrement générées selon les modalités du § 1er.

Art. 34. Pour l'année académique 1994-1995, le nombre d'étudiants subsidiables pris en compte pour la détermination des subventions de fonctionnement et d'équipement est égal au nombre d'étudiants subsidiables au 1er février 1993 des établissements d'enseignement supérieur augmenté ou diminué du dixième de la différence entre le nombre d'étudiants subsidiables arrêté au 1er février 1994 et le nombre d'étudiants subsidiables arrêté au 1er février 1993.

Art. 35. Le Gouvernement fixe les modalités selon lesquelles le montant des traitements ou subventions-traitements afférents à des emplois libérés par des départs peut être affecté à des dépenses de fonctionnement ou d'équipement ou à des dépenses de personnel autres que celles qui résulteraient du remplacement des intéressés dans l'emploi laissé vacant.

Art. 36. Dans la limite des crédits budgétaires de l'année 1995, une dotation complémentaire ou une subvention au regroupement est allouée à chacune des Grandes Ecoles constituées conformément à l'article 11. Cette subvention est composée d'une partie forfaitaire dont le montant minimum est déterminé par le Gouvernement. Elle est en outre composée d'une partie variable en fonction du nombre d'étudiants subsidiables des établissements d'enseignement supérieur composant la Grande Ecole.

CHAPITRE VI. — Conseil général des Grandes Ecoles

Art. 37. Le Gouvernement de la Communauté française crée, auprès de l'administration de l'enseignement supérieur, un Conseil général des Grandes Ecoles au plus tard le 1er septembre 1995.

Le Conseil général est composé :

- 1° de directeurs-présidents des Grandes Ecoles;
- 2° de représentants des pouvoirs organisateurs;
- 3° de représentants des membres du personnel;
- 4° de représentants des étudiants;
- 5° de représentants des milieux sociaux présentés par les organisations syndicales interprofessionnelles et par les organisations patronales.

Outre les missions qui résultent d'autres articles du présent décret, le Conseil général est chargé de rendre, soit d'initiative, soit à la demande du Ministre ou d'une Grande Ecole, des avis sur toute question relative à l'enseignement supérieur dispensé dans les Grandes Ecoles.

Pour chacune des catégories d'enseignement visées à l'article 38, le Gouvernement peut adjoindre au Conseil général des Conseils supérieurs par catégorie ainsi que des commissions spécialisées. Ces Conseils et commissions peuvent faire appel à des experts extérieurs.

Le Gouvernement détermine les modalités de composition et de nomination des membres, les compétences et le fonctionnement du Conseil général, des Conseils supérieurs et des commissions spécialisées. Il veille à ce que les différentes tendances y soient représentées de façon équitable.

**CHAPITRE VII. — Structure de l'enseignement supérieur de type court
et de l'enseignement supérieur de type long**

Art. 38. § 1er. Des études supérieures de type court ou de type long peuvent être organisées dans les catégories suivantes :

- 1° l'enseignement supérieur agricole,
- 2° l'enseignement supérieur artistique,
- 3° l'enseignement supérieur économique,
- 4° l'enseignement supérieur paramédical,
- 5° l'enseignement supérieur pédagogique,
- 6° l'enseignement supérieur social,
- 7° l'enseignement supérieur technique,
- 8° l'enseignement supérieur de traduction et d'interprétation.

§ 2. Les études supérieures de type court et de type long peuvent relever de plusieurs des catégories mentionnées au paragraphe 1er.

Art. 39. Dans chacune des catégories, l'enseignement peut être dispensé sous forme d'enseignement supérieur de type court et d'enseignement supérieur de type long.

Section 2. — L'enseignement supérieur de type court

Art. 40. L'enseignement supérieur de type court est dispensé en un seul cycle comptant au moins trois années d'études et au plus quatre années d'études.

Art. 41. Les études supérieures de type court sont sanctionnées par l'un des grades suivants :
Accoucheuse, agrégé(e) de l'enseignement secondaire inférieur, assistant(e) d'ingénieurs, assistant(e) de laboratoire clinique, assistant(e) en psychologie, assistant(e) social(e), auxiliaire social(e), bibliothécaire documentaliste gradué(e), conseiller(ère) social(e), conseiller(ère) social(e) et fiscal(e), éducateur(trice) gradué(e), éducateur(trice) spécialisé(e), gradué(e), infirmier(ère) gradué(e), instituteur(trice) maternel(le), instituteur(trice) primaire.

Art. 42. A l'issue du cycle visé à l'article 40, les études supérieures de type court peuvent en outre donner lieu à un diplôme de spécialisation.

Ce diplôme est délivré au terme d'une année d'études.

Section 3. — L'enseignement supérieur de type long

Art. 43. L'enseignement supérieur de type long est de niveau universitaire, il sanctionne des études organisées en deux cycles. Chaque cycle comprend au moins deux années d'études et au plus trois années d'études.

Les grades et les titres sanctionnant les études de premier et de second cycles de l'enseignement supérieur de type long sont de même niveau que les grades académiques correspondants.

Art. 44. § 1er. Les études supérieures de type long de premier cycle sont sanctionnées par le grade de candidat(e).

§ 2. Les études supérieures de type long de deuxième cycle sont sanctionnées par l'un des grades suivants : licencié(e), architecte, ingénieur industriel, ingénieur commercial.

§ 3. Les études relatives à la formation pédagogique des futurs enseignants telles qu'elles sont organisées actuellement par les établissements d'enseignement supérieur économique de type long sont sanctionnées par le grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur.

Art. 45. A l'issue du deuxième cycle visé à l'article 43, les études supérieures de type long peuvent en outre donner lieu à un diplôme d'études supérieures spécialisées.

Ce diplôme est délivré au terme d'études qui s'étendent sur une durée maximale de deux années d'études et comprennent notamment des activités de recherche appliquée menées, entre autres, en milieu professionnel en Belgique ou à l'étranger.

Section 4. — Dispositions communes à l'enseignement supérieur de type court et à l'enseignement supérieur de type long

Art. 46. § 1er. La décision par laquelle le conseil d'administration d'une Grande Ecole organisée par la Communauté française ouvre une nouvelle section, une nouvelle option ou de nouvelles études de spécialisation relevant d'une catégorie qu'elle organise est soumise à l'autorisation du Gouvernement sur avis conforme du Conseil général.

§ 2. Les nouvelles sections, les nouvelles options ou les nouvelles études de spécialisation ouvertes par une Grande Ecole subventionnée par la Communauté française et relevant d'une catégorie qu'elle organise sont reconnues et admises aux subventions par le Gouvernement sur avis conforme du Conseil général.

Art. 47. § 1er. Le Gouvernement peut créer de nouvelles études en ce compris des études de spécialisation relevant d'une des catégories énumérées à l'article 38 sur avis conforme du Conseil général. Ces nouvelles études comprennent des activités d'enseignement en rapport avec le grade conféré et permettent à l'étudiant d'acquérir la connaissance, la compréhension et les aptitudes dont il doit disposer.

Chaque année d'étude comporte des activités d'enseignement d'au moins 700 heures et d'au plus 1 200 heures.

§ 2. La structure et la classification de ces nouvelles études en enseignement supérieur de type court ou en enseignement supérieur de type long sont déterminées par le Gouvernement de la Communauté française sur avis conforme du Conseil général.

CHAPITRE VIII

Conditions d'accès aux études supérieures de type court et de type long

Art. 48. § 1er. Ont accès à la première année d'études de l'enseignement supérieur en vue de l'obtention du grade qui les sanctionne, les étudiants qui justifient :

1° soit d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré par un établissement d'enseignement secondaire de plein exercice ou de promotion sociale pour les étudiants qui ont obtenu ce certificat après l'année scolaire 1992-1993;

2° soit d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur pour les étudiants qui l'ont obtenu avant l'année 1993-1994 accompagné, pour l'accès à la première année de l'enseignement supérieur de type long, du diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur;

3° soit d'un certificat homologué de l'enseignement général technique ou artistique délivré par un établissement d'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté flamande ou par le jury de la Communauté flamande habilité à délivrer ce certificat et qui donne accès à l'enseignement universitaire dans cette Communauté;

4° soit d'un diplôme de l'enseignement supérieur de type court de plein exercice, ou d'un titre correspondant délivré par l'enseignement de promotion sociale;

5° soit d'un diplôme ou certificat d'étude étranger reconnu équivalent à ceux mentionnés en 1° et 3° en application de la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes ou certificats d'études étrangers, d'un décret, d'une directive européenne ou d'une convention internationale.

6° soit d'une attestation de succès à l'un des examens d'admission organisés par les Grandes Ecoles et dont les programmes sont arrêtés par le Gouvernement sur avis du Conseil général : cette attestation donne accès aux études qu'elle indique.

Ont aussi accès à la première année d'études dans l'enseignement supérieur de type court paramédical, les étudiants qui ont réussi l'examen d'admission organisé, conformément aux dispositions arrêtées par le Gouvernement devant un jury de la Communauté française.

§ 2. Ont accès à la première année d'études de deuxième cycle de l'enseignement supérieur de type long, en vue de l'obtention du grade qui les sanctionne, les étudiants qui ont le grade de candidat qui correspond à ces études.

§ 3. Ont accès aux études en vue de l'obtention du grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, les étudiants qui ont un grade sanctionnant des études de deuxième cycle de type long dans la catégorie économique ou qui sont inscrits à de telles études. Dans ce dernier cas, ils ne peuvent obtenir le grade d'agrégé qu'après avoir obtenu le grade qui sanctionnera leurs études de deuxième cycle.

Art. 49. § 1er. Conformément aux dispositions arrêtées par le Gouvernement, après avis du Conseil général, les autorités de la Grande Ecole définissent les conditions auxquelles les étudiants passent :

1° d'une année de l'enseignement supérieur de type court d'une section à une autre année de l'enseignement supérieur de type court d'une autre section;

2° d'une année ou d'un cycle de l'enseignement supérieur de type long à une année de l'enseignement supérieur de type court;

3° d'une année ou d'un cycle de l'enseignement universitaire à une année de l'enseignement supérieur de type court;

4° d'un premier cycle de l'enseignement supérieur de type long d'une section à un deuxième cycle de l'enseignement supérieur de type long dans une autre section;

5° d'un premier cycle de l'enseignement universitaire à un deuxième cycle de l'enseignement supérieur de type long;

6° d'un cycle de l'enseignement supérieur de type court à un deuxième cycle de l'enseignement supérieur de type long dans une section analogue;

7° d'une année d'un cycle de l'enseignement universitaire ou d'un cycle de l'enseignement supérieur de type long à une année d'un cycle de l'enseignement supérieur de type long;

8° d'un deuxième cycle de l'enseignement universitaire aux études de spécialisation organisées dans l'enseignement supérieur de type long en application de l'article 45.

§ 2. Les passerelles prévues au § 1^{er} valent également pour les étudiants porteurs d'un des titres délivrés par l'enseignement de promotion sociale et correspondant à ceux délivrés par l'enseignement de plein exercice, conformément à l'article 75 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale.

En ce qui concerne les titres spécifiques à l'enseignement supérieur de promotion sociale de régime 1, tels que définis par le décret précité, des passerelles peuvent être également prévues selon des modalités à définir par le Gouvernement, sur avis du Conseil général.

§ 3. Les passerelles prévues au § 1^{er} valent également pour les étudiants issus de l'enseignement de promotion sociale aux conditions déterminées par le Gouvernement.

Art. 50. Les autorités de la Grande Ecole peuvent admettre à des études de 2^e cycle qu'elles déterminent des étudiants qui n'ont pas le grade de candidat, mais qui justifient d'une expérience professionnelle d'au moins 4 ans et qui au terme d'une procédure d'évaluation organisée par les autorités de la Grande Ecole justifient de connaissances et d'aptitudes suffisantes pour suivre ces études avec succès.

La détermination des études visées à l'alinéa précédent doit être approuvée au préalable par le Ministre sur avis du Conseil général.

Art. 51. Aux conditions que fixent les autorités de la Grande Ecole, ont accès à des études de deuxième cycle, en vue de l'obtention des grades qui les sanctionnent, les étudiants qui sont porteurs d'un diplôme ou certificat d'études étranger en rapport avec ces études et reconnus équivalents à ceux mentionnés aux articles 41 et 44, § 1^{er}, du présent décret en application de la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers.

Art. 52. L'étudiant choisit librement la Grande Ecole à laquelle il souhaite s'inscrire.

Toutefois, par décision motivée, en application de dispositions arrêtées par le Gouvernement, les autorités de la Grande Ecole peuvent refuser l'inscription d'un étudiant.

Lorsque ce refus émane d'une Grande Ecole organisée par la Communauté française, l'étudiant peut, dans les 30 jours, par pli recommandé, faire appel de la décision devant le Ministre qui peut, dans les 30 jours, invalider le refus.

Les Grandes Ecoles subventionnées par la Communauté française prévoient, dans leurs dispositions réglementaires, la création et l'organisation d'une commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription.

Cette commission, qui présente des garanties d'indépendance, peut, dans le respect des modalités fixées par les dispositions réglementaires, invalider le refus.

CHAPITRE IX — Organisation des études dans l'enseignement supérieur

Section 1^{re}. — Programme d'études et d'examen

Art. 53. A condition de respecter le programme et l'horaire minimal fixés par les lois, décrets et arrêtés, chaque Grande Ecole peut aménager ses horaires et, en vue d'assurer le niveau des études, élaborer ses programmes. Au plus tard le 1^{er} août de chaque année, elle publie le programme des différentes études qu'elle organise durant la prochaine année académique de telle sorte que l'étudiant soit informé sur les objectifs, le contenu, l'organisation des programmes et le règlement en vigueur.

Art. 54. Les programmes des études supérieures de type court qui mènent à l'obtention d'un des grades visés à l'article 41 comprennent au moins trois années d'études.

Les programmes des études supérieures de type long de premier cycle qui mènent à l'obtention du grade de candidat comprennent deux années d'études.

Les programmes des études supérieures de type long de deuxième cycle qui mènent à l'obtention d'un des grades visés à l'article 44, § 2 comprennent deux années d'études à l'exception du grade d'ingénieur commercial et du grade d'architecte qui comprennent trois années d'études.

Les programmes qui comprennent l'obtention du grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur comprennent une année d'études.

Art. 55. Sous réserve des autres dispositions du présent décret, les autorités de la Grande Ecole constituée sous forme de personne morale ou le(s) pouvoir(s) organisateur(s) de la Grande Ecole non constituée sous forme de personne morale, arrêtent un règlement des études avant le 1er janvier 1996. Ce règlement et ses modifications ultérieures éventuelles sont communiqués au Ministre.

Le règlement fixe notamment :

- 1° Les objectifs poursuivis par chaque programme d'études;
- 2° la description de chaque programme d'études;
- 3° l'organisation de l'année académique,
- 4° le règlement disciplinaire;
- 5° les dispositions faisant l'objet d'un contrat pédagogique à conclure avec l'étudiant;
- 6° les modalités de la participation.

L'organisation de l'année académique est fixée conformément aux dispositions générales arrêtées par le Gouvernement.

Art. 56. Les étudiants inscrits dans une Grande Ecole en vue de l'obtention d'un des grades visés aux articles 41, 42, 44 et 45 suivent régulièrement les activités d'enseignement du programme de l'année d'études à laquelle ils sont inscrits et qui sont organisées par la Grande Ecole. Ils y présentent les examens qui se rapportent à leur programme d'études.

Toutefois des accords conclus avec d'autres Grandes Ecoles ou établissements d'enseignement supérieur, universitaires ou non, belges ou étrangers peuvent prévoir que certains de ces cours et travaux seront organisés par ces autres Grandes Ecoles ou établissements d'enseignement supérieur et que les examens qui s'y rapportent y seront présentés, conformément aux règles qui y sont en vigueur. Ils peuvent aussi prévoir l'échange de membres du personnel enseignant.

Art. 57. Par décision des autorités de la Grande Ecole et aux conditions qu'elles fixent, les étudiants qui en font la demande peuvent être autorisés à répartir une année d'études sur plusieurs années académiques.

Dans ce cas, les étudiants n'entrent en ligne de compte pour le financement qu'au prorata de la partie du programme d'études qu'ils ont effectuée selon des modalités à déterminer par le Gouvernement sur avis du Conseil général.

Art. 58. Par décision des autorités de la Grande Ecole et aux conditions qu'elles fixent, les étudiants, inscrits pour la première fois en première année, qui en font la demande, peuvent être autorisés en cours d'année à répartir sur deux années successives leur première année d'études. Les examens non réussis au cours de la première année peuvent être représentés deux fois l'année suivante. Ce régime particulier comporte l'obligation de suivre une formation complémentaire de mise à niveau dont le programme est fixé par les autorités de la Grande Ecole, en concertation avec l'étudiant concerné.

Les étudiants auxquels ce régime s'applique sont considérés comme inscrits deux fois en première année.

Section 2. — Durée des études

Art. 59. Sous réserve de l'article 61, un étudiant doit, pour l'obtention d'un des grades visés aux articles 41 et 44, avoir consacré à ses études le nombre d'années suivant :

- 1° au moins 3 années pour l'obtention d'un des grades visés à l'article 41;
- 2° au moins 2 années pour l'obtention d'un des grades visés à l'article 44, § 1^{er};
- 3° au moins 2 années pour l'obtention du grade de licencié, d'ingénieur industriel;
- 4° au moins 3 années pour l'obtention du grade d'ingénieur commercial ou d'architecte;
- 5° au moins 1 année pour l'obtention du diplôme de spécialisation de l'enseignement supérieur de type court visé à l'article 43;
- 6° au moins 1 année pour l'obtention du diplôme d'études supérieures spécialisées de l'enseignement supérieur de type long visé à l'article 45.

Section 3. — Dispenses relatives aux programmes et à la durée des études

Art. 60. Aux conditions qu'elles fixent, les autorités de la Grande Ecole peuvent dispenser les étudiants de certaines parties de leur programme d'études en considération des études ou parties d'études qu'ils ont déjà effectuées avec succès.

Art. 61. Les autorités de la Grande Ecole peuvent accorder aux étudiants qui bénéficient des dispenses prévues à l'article 60 une réduction de la durée minimale de leurs études, telle qu'elle est définie à l'article 59.

Section 4. — Contrôle de la qualité

Art. 62. Les autorités de la Grande Ecole procèdent à un contrôle de la qualité des activités d'enseignement et des autres missions qu'elles organisent selon une procédure définie par le Gouvernement. Cette procédure prévoit notamment le recours à des experts extérieurs, choisis prioritairement dans le monde professionnel, et le dépôt, tous les trois ans, d'un rapport d'activités au Conseil général.

Le Gouvernement détermine les suites à donner aux conclusions de ce contrôle de la qualité.

CHAPITRE X. — Examens et jurys

Art. 63. Pour être admis à s'inscrire aux examens organisés par une Grande Ecole, tout étudiant est tenu de suivre régulièrement les activités d'enseignement du programme de l'année d'études à laquelle il est inscrit.

Art. 64. Nul ne peut être admis à participer à plus de deux sessions au cours d'une même année académique.

Art. 65. Les épreuves sont publiques. Elles sont orales ou écrites. Tout étudiant peut consulter la copie corrigée de son épreuve écrite.

Tout étudiant peut sur simple demande, recevoir ses résultats par examen.

Art. 66. Les autorités de la Grande Ecole constituent des jurys par année d'études. Les jurys sont composés des membres du personnel ayant assumé la responsabilité des activités d'enseignement suivies par l'étudiant, d'un président et d'un secrétaire et, le cas échéant, d'experts extérieurs.

Les jurys délibèrent collégalement et souverainement sur l'admission, l'ajournement ou le refus de l'étudiant et sur l'attribution des mentions.

Art. 67. Sous réserve des autres dispositions du présent chapitre, le Gouvernement arrête un règlement général des examens.

Ce règlement fixe notamment :

- 1° les périodes des examens;
- 2° les conditions de passage;
- 3° les modalités de l'organisation et du déroulement des examens;
- 4° les modes de composition et de fonctionnement des jurys;
- 5° les modes d'introduction, d'instruction et de résolution des plaintes d'étudiants relatives à des irrégularités dans le déroulement des examens;
- 6° la détermination de l'autorité compétente pour décider d'un refus d'inscription.

CHAPITRE XI. — *Jurys d'enseignement supérieur de la Communauté française*

Art. 68. Le Gouvernement peut créer des jurys d'enseignement supérieur de la Communauté française chargés de délivrer les grades visés aux articles 41 et 44 et les titres de capacité exigés en vertu de la législation en vigueur et qui ne sont délivrés ni par des instituts universitaires, ni par des établissements d'enseignement supérieur ni par des Grandes Ecoles.

Il détermine leurs modalités de fonctionnement et fixe les droits d'inscription ainsi que les indemnités des examinateurs.

CHAPITRE XII. — *Délivrance des diplômes*

Art. 69. Les grades visés aux articles 41 et 44 et les diplômes qui les attestent sont délivrés soit par les jurys des Grandes Ecoles, soit par les jurys d'enseignement supérieur de la Communauté française.

Les grades visés aux articles 42 et 45 et les diplômes ou certificats qui les attestent sont délivrés par les jurys des Grandes Ecoles.

Art. 70. Les diplômes sont signés par le directeur-président et par les membres du jury. Ils sont en outre contresignés par le Ministre ou son délégué.

Si le diplôme est délivré par un jury d'enseignement supérieur de la Communauté française conformément à l'article 66 du présent décret, il est signé par le président et les membres du jury et contresigné par le Ministre ou son délégué.

CHAPITRE XIII. — *Dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

Art. 71. Les articles 2, alinéa 1, 2bis, 2ter, 2quater, 3, 5, 5bis, § 1er, a, b, c, e, § 2, § 3, a, b, 6, 7, 8, 9, 9bis, § 2, 11, 12, 13, 14 et 15 de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur ne sont pas applicables aux Grandes Ecoles.

Dans la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, l'article 2ter est modifié de la façon suivante : les mots « et 1993-1994 » sont remplacés par les mots : « 1993-1994 et 1994-1995 ».

Dans l'article 17 de la loi du 18 février 1977 concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieurs techniques et supérieur agricole de type long, au § 4bis, les mots « au § 3, c » deviennent « au § 3, b et au § 3, c » et au § 4ter, les mots « section visée » deviennent « sections visées au § 3, b ou au § 3, c ».

Art. 72. Pour les établissements d'enseignement supérieur relevant des réseaux de l'enseignement subventionné, le non respect des obligations visées aux articles 11 à 15 entraîne la suppression définitive du droit aux subventions.

Pour les établissements d'enseignement supérieur relevant du réseau de l'enseignement organisé par la Communauté française, le non respect des obligations visées aux articles 11 à 15 entraîne la fermeture de l'établissement d'enseignement supérieur.

Art. 73. Pour les établissements d'enseignement supérieur relevant des réseaux de l'enseignement subventionné, le non respect des dispositions prévues aux articles 52, 55 et 62 entraîne la suppression du droit aux subventions à concurrence d'un maximum de 20 p.c.

Pour les établissements d'enseignement supérieur relevant du réseau de l'enseignement organisé par la Communauté française, le non respect des dispositions prévues aux articles 52, 55 et 62 entraîne la suppression des moyens consacrés à l'enseignement organisé par la Communauté française à concurrence d'un maximum de 20 p.c.

Art. 74. En attendant l'organisation des examens d'admission visés à l'article 48, § 1er, peuvent être admis à suivre les cours en vue de l'obtention du diplôme d'assistant social, d'auxiliaire social ou de conseiller social, les étudiants qui ont réussi l'examen d'entrée organisé par un établissement d'enseignement supérieur entrant dans la constitution d'une Grande Ecole ou par la Grande Ecole.

Art. 75. A la création de la Grande Ecole, par dérogation aux articles 25 et 29, le collège de direction est composé de droit des directeurs, directeurs adjoints et sous-directeurs des établissements d'enseignement supérieur constituant la Grande Ecole.

Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, les directeurs, directeurs adjoints et sous-directeurs faisant fonction sont membres de droit du collège de direction pour une durée maximale de cinq ans.

A titre transitoire, jusqu'au 1er septembre 2000, si, parmi les membres de droit du collège de direction visés au 1er alinéa, les responsables de l'enseignement supérieur de type long ou de l'enseignement supérieur de type court, pour autant que ces deux types d'enseignement supérieur existent dans la Grande Ecole, ne sont pas représentés à concurrence d'au moins un tiers des membres, le pouvoir organisateur nomme des membres supplémentaires issus du personnel enseignant. Ils seront adjoints au collège de direction afin d'atteindre la proportion d'un tiers.

Le pouvoir organisateur nomme les directeurs de département parmi les membres de droit du collège de direction. Les directeurs de département nommés conformément à l'alinéa précédent sont remplacés conformément aux articles 27 et 30.

Art. 76. A titre transitoire, jusqu'au 1er septembre 2000, le Gouvernement veille à assurer au sein du conseil d'administration à l'exclusion des membres extérieurs cités à l'article 24, 4° et 5°, du Conseil pédagogique, du Conseil social et du Conseil de département des Grandes Ecoles de la Communauté française la représentation de l'enseignement supérieur de type court et de l'enseignement supérieur de type long à concurrence chaque fois d'un tiers pour autant que ces deux types d'enseignement supérieur existent dans la Grande Ecole ou dans le département.

A titre transitoire, jusqu'au 1er septembre 2000, les Grandes Ecoles subventionnées veillent à assurer au sein de leurs organes de gestion et de consultation la représentation de l'enseignement supérieur de type court et de l'enseignement de type long à concurrence chaque fois d'un tiers des membres faisant partie de la Grande Ecole, pour autant que ces deux types d'enseignement supérieur existent dans la Grande Ecole ou dans le département.

Art. 77. Dans l'attente de la création du Conseil général, visé à l'article 37, le Conseil permanent, visé à l'article 7, § 1er de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, exerce les compétences attribuées au Conseil général par le présent décret.

Art. 78. § 1er. L'établissement d'enseignement supérieur dénommé « Ecole d'interprètes internationaux » reste soumis aux dispositions visées à l'article 4, § 3 de la loi du 28 avril 1953, sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, coordonnée le 15 août 1991.

§ 2. Les conventions liant cet établissement à l'Université de l'Etat de Mons restent d'application.

§ 3. Les autorités de la Grande Ecole dans laquelle sera regroupé cet établissement devront respecter les dispositions visées au § 1er et les conventions visées au § 2 et modaliser l'organisation interne de la Grande Ecole en fonction de ces dispositions.

Art. 79. Toutes les dispositions légales, décrétales et réglementaires visant les établissements d'enseignement supérieur sont applicables *mutatis mutandis* aux Grandes Ecoles jusqu'à leur modification ou abrogation éventuelle par le Conseil ou le Gouvernement.

Art. 80. Les dispositions de la loi du 22 décembre 1988 sur les intercommunales sont applicables aux Grandes Ecoles regroupant des établissements d'enseignement supérieur organisés par au moins deux communes sans préjudice de l'application des articles 28, 29, 30 et 32.

Art. 81. Le Gouvernement détermine la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 27 octobre 1994.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,
M. LEBRUN

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,
E. TOMAS

Le Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,
Ph. MAHOX

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 94 — 2807

[C — 29479]

27 OKTOBER 1994. — Decreet van de Franse Gemeenschap houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Omschrijvingen en toepassingsgebied

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet dient verstaan te worden onder :

1° Hogeschool : inrichting voor hoger onderwijs, ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, die uit departementen bestaat en hoger onderwijs van het korte type en hoger onderwijs van het lange type verstrekt, onder voorbehoud van artikel 8.

2° Overheid van de Hogeschool :

a) Voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde hogescholen : de overheid die in elke hogeschool gemachtigd is, hetzij door de inrichtende macht van de hogescholen die niet in de vorm van rechtspersonen worden samengesteld, hetzij statutair, hetzij door delegatie, de bevoegdheid uit te oefenen die aan bedoelde hogescholen door dit decreet wordt verleend.

b) Voor de door de Franse Gemeenschap ingerichte hogescholen : de raad van bestuur of het directiecollege, bedoeld in artikel 24.

Zitting 1993-1994.

Documenten van de Raad. — Nr. 171, nr. 1 : Ontwerp van decreet; nr. 2 : Verslag; nrs. 3 t/m 9 : Amendementen; nr. 10 : Advies van de Raad van State.

Zitting 1994-1995.

Integrale verslagen. — Bespreking. Vergadering van dinsdag 18 oktober 1994. Bespreking en aanneming. Vergadering van donderdag 20 oktober 1994.

3° Departement : entiteit die in een hogeschool werkzaamheden van eenzelfde categorie hoger onderwijs samenbrengt.

4° Hoger onderwijs : hoger onderwijs met volledig leerplan, bedoeld in de wet dd. 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs met volledig leerplan, met uitsluiting van het universitair onderwijs.

5° Subsidieerbare studenten : die studenten die in aanmerking komen voor de financiering.

6° Cyclus : studieperiode na afloop waarvan een graad kan worden verkregen.

7° Studiejaar : de indelingseenheid van een studiekerplan of -cyclus.

8° Inrichting voor hoger onderwijs : instituut dat hoger onderwijs van het korte en/of lange type verstrekt op de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

9° Inrichtende macht : rechtspersoon die de verantwoordelijkheid waarneemt voor het in een of verschillende inrichtingen voor hoger onderwijs of in een hogeschool verstrekte onderwijs wanneer bedoelde school niet samengesteld is in de vorm van een rechtspersoon overeenkomstig artikel 36.

10° Afdeling : onderverdeling van een van de in artikel 38 van dit decreet bedoelde categorieën voor het korte en het lange type.

11° Optie : het deel van een afdeling met een eigen oriëntering en dat ofwel een deel van één of verschillende studiejaar ofwel alle onderwijswerkzaamheden van een studiejaar dekt.

12° Algemene Raad : de algemene raad van de in artikel 37 bedoelde Hogescholen.

13° De Minister : het lid van de Regering tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort.

Art. 2. Dit decreet is van toepassing op alle inrichtingen voor hoger onderwijs van het korte type en van het lange type, ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. Met uitzondering van de artikelen 32 en 34 wordt dit decreet niet toegepast op de inrichtingen voor hoger onderwijs die alleen studies inrichten die onder het hoger kunstonderwijs ressorteren.

HOOFDSTUK II. — Samenstelling van de Hogescholen

Afdeling 1. — Criteria voor de hergroepering in Hogescholen

Art. 3. De Hogescholen worden per net en per zone opgericht, door hergroepering van de inrichtingen voor hoger onderwijs van het korte en/of lange type die door de Franse Gemeenschap worden ingericht of gesubsidieerd, overeenkomstig artikel 11.

Art. 4. § 1. De Hogescholen worden ingedeeld in drie verschillende netten :

1° het net van de Franse Gemeenschap dat de door de Franse Gemeenschap ingerichte Hogescholen omvat;

2° het officieel gesubsidieerd net dat de door de provincies, de gemeenten, de verenigingen van gemeenten of elke andere publiekrechtelijke rechtspersonen ingerichte Hogescholen omvat;

3° het net van het vrij gesubsidieerd onderwijs dat de door privé-personen ingerichte Hogescholen omvat.

§ 2. De Regering mag de hergroepering in hogescholen toelaten van onderwijsinrichtingen die onder verschillende inrichtende machten van verschillende netten ressorteren.

Deze inrichtende machten opteren voor het behoren tot een van de netten waaronder de inrichtingen voor hoger onderwijs vóór hun samenvoeging ressorteerden.

Art. 5. De Hogescholen worden in vijf verschillende zones ingedeeld :

1° het tweetalig gewest Brussel-Hoofdstad en de provincie Waals-Brabant;

2° de provincie Henegouwen;

3° de provincie Luik, met uitzondering van het Duitstalig Gewest;

4° de provincie Luxemburg;

5° de provincie Namen.

Tot 1 januari 1995 wordt onder de woorden « de provincie Waals-Brabant » het administratief arrondissement Nijvel verstaan.

Elke Hogeschool wordt geacht, gelegen te zijn in een zone wanneer haar administratieve zetel en het geheel van haar vestigingen daar gelegen zijn, onverminderd artikel 7, § 2.

Art. 6. In elk van de in artikel 5 vermelde zones mag een Hogeschool worden opgericht in elk net waarin een of verschillende door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde inrichtingen voor hoger onderwijs op 1 september 1993 onderwijs verstrekten.

Art. 7. § 1. De hogeschool mag slechts in de zone waar ze gelegen is onderwijs inrichten. Het door haar ingerichte onderwijs mag in verschillende in de zone gelegen vestigingen worden verstrekt.

§ 2. Wanneer een of verschillende inrichtingen voor hoger onderwijs die de hogeschool vormen, op de datum van inwerkingtreding van dit decreet hoger onderwijs organiseren in vestigingen die in verschillende zones gelegen zijn, mogen de betrokken vestigingen echter voor een door de Regering vastgelegde duur behouden blijven.

Uiterlijk na afloop van de door de Regering bepaalde termijn worden deze vestigingen ofwel gesloten ofwel naar de zone van de inrichting waarvan ze afhingen, overgebracht, ofwel opgenomen in een Hogeschool van de zone waar ze gelegen zijn.

De vestiging mag door een Hogeschool van een ander net worden overgenomen mits de Regering haar toestemming geeft.

Art. 8. § 1. De Hogeschool richt tegelijkertijd hoger onderwijs van het korte en van het lange type in.

Wordt geacht hoger onderwijs van het lange type te verstrekken, de hogeschool die minstens een van beide cyclussen van dit onderwijs inricht.

In afwijking van lid 1 mag een Hogeschool uitsluitend hogere studies van het korte type of hogere studies van het lange type organiseren wanneer op de datum van inwerkingtreding van dit decreet alleen hogere studies van het korte type of hogere studies van het lange type worden georganiseerd in de zone en in het net of wanneer er ingevolge de hergroepering van inrichtingen in een of meer hogescholen, in de zone en in het net slechts inrichtingen bestaan die ofwel hogere studies van het lange type ofwel hogere studies van het korte type organiseren.

§ 2. Elke hogeschool van eenzelfde net mag slechts meer dan één inrichting die onderwijs van het lange type verstrekt hergroeperen indien minstens twee hogescholen van hetzelfde net minstens een inrichting omvatten die hoger onderwijs van het lange type verstrekt.

§ 3. De Hogeschool richt hoger onderwijs in dat onder verschillende categorieën bedoeld in artikel 38, § 1 ressorteert.

Afdeling 2. — Het aantal hogescholen.

Art. 9. § 1. Het aantal hogescholen per net en per zone wordt bepaald op grond van de studentenbevolking, regelmatig ingeschreven in de door de Franse Gemeenschap op 1 februari 1994 georganiseerde of gesubsidieerde inrichtingen voor hoger onderwijs.

§ 2. Per zone en per net mogen worden opgericht :

1° twee hogescholen wanneer het aantal van de op 1 februari 1994 regelmatig ingeschreven studenten hoger ligt dan 3 800;

2° drie hogescholen wanneer het aantal van de op 1 februari 1994 regelmatig ingeschreven studenten hoger ligt dan 5 700;

3° vier hogescholen wanneer het aantal van de op 1 februari 1994 regelmatig ingeschreven studenten hoger ligt dan 7 600;

7° vijf hogescholen wanneer het aantal van de op 1 februari 1994 regelmatig ingeschreven studenten hoger ligt dan 9 500.

§ 3. Ingeval meer dan één hogeschool per net in een zone mag worden opgericht, moet elke Hogeschool ten minste 1 000 regelmatig ingeschreven studenten tellen.

§ 4. Voor de toepassing van artikel 4, § 2 wordt de bevolking van de betrokken inrichtingen aangerekend ten gunste van het net, waarvoor de Hogeschool heeft gekozen.

Art. 10. In afwijking van art. 8 § 1, lid 3 en § 3 en van artikel 9 mogen de inrichtende machten van de op 1 september 1993 bestaande inrichtingen voor hoger onderwijs van het vrij gesubsidieerd net van niet-confessionele aard een Hogeschool per zone oprichten.

In deze veronderstelling wordt het aantal hogescholen die mogen worden opgericht door de inrichtingen voor hoger onderwijs van het vrij gesubsidieerd net van confessionele aard bepaald overeenkomstig de in artikel 9, § 2 bedoelde bevolkingsnormen, na aftrek van het aantal op 1 februari 1994 regelmatig ingeschreven studenten die in aanmerking komen voor de oprichting van de hogeschool die zal bestaan uit de inrichtingen die ressorteren onder het niet-confessioneel vrij gesubsidieerd onderwijs.

Afdeling 3. — Procedure inzake samenstelling van de hogescholen.

Art. 11. § 1. Vóór 1 september 1995 moeten de inrichtingen voor hoger onderwijs van het korte type en van het lange type die op 1 januari 1994 door de Franse Gemeenschap worden ingericht of gesubsidieerd, in hogescholen worden samengebracht.

§ 2. Bij de samenstelling van een Hogeschool mogen de verschillende inrichtingen hun benaming behouden : het kan zowel de officiële benaming als de gewone benaming zijn.

§ 3. De voorstellen tot oprichting van de in de artikelen 12 § 1 en 13 bedoelde Hogescholen worden opgemaakt na overleg tussen de inrichtende machten, de personeelsleden en de studenten van de betrokken inrichtingen.

De Regering legt de voorwaarden voor dit overleg vast.

Art. 12. § 1. Voor de toepassing van § 1 van artikel 11 worden de voorstellen tot oprichting per zone van de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde Hogescholen aan de Regering van de Franse Gemeenschap uiterlijk 31 maart 1995 ter goedkeuring voorgelegd door de inrichtende machten van de officiële en vrije gesubsidieerde onderwijsinrichtingen en, daar waar ze bestaan, door de representatieve verenigingen van deze inrichtende machten.

In een termijn van 30 werkdagen te rekenen van 31 maart 1995 spreekt de Regering van de Franse Gemeenschap zich per net en per zone uit over de voorstellen tot oprichting van de Hogescholen. Bij ontstentenis van goedkeuring verzoekt de Regering van de Franse Gemeenschap de betrokken overheidsorganen haar een nieuw voorstel in een maximumtermijn van een maand voor te leggen. Ze keurt de voorstellen tot oprichting van de Hogescholen goed en stelt de lijst op van de Hogescholen en van de inrichtingen of delen van inrichtingen voor hoger onderwijs die ze samenstellen. De met redenen omklede beslissing wordt aan de indieners van het voorstel binnen een termijn van dertig werkdagen bekendgemaakt.

§ 2. De voorstellen tot oprichting van de in § 1 bedoelde Hogescholen mogen de overdracht aanvragen van een of meer afdelingen of vestigingen van een inrichting naar een andere inrichting voor hoger onderwijs die in een andere Hogeschool wordt opgenomen.

Mits de Regering zulks toelaat, mogen deze afdelingen of vestigingen tot een inrichting van een ander net behoren.

In dat geval stelt de Regering het nieuw aantal afdelingen per Hogeschool vast op grond van de bepalingen van de wet dd. 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs met volledig leerplan.

§ 3. Ingeval een inrichting voor hoger onderwijs op de datum van inwerkingtreding van dit decreet ook onderwijs van een ander niveau verstrekt, moet het in paragraaf 1 bedoelde voorstel tot oprichting van hogescholen herschikkingsvoorwaarden omvatten die voortvloeien uit de hergroepering in een Hogeschool of uit de overdracht van haar hoger onderwijs naar de hogeschool.

De Regering legt de reglementsbepalingen vast die uit deze herschikking voortvloeien.

Art. 13. De Regering maakt :

1° per zone de lijst van de door de Gemeenschap ingerichte Hogescholen op;

2° voor elk van de Hogescholen de lijst op van de inrichtingen of delen van inrichtingen voor hoger onderwijs.

Art. 14. De door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde Hogeschool, opgericht als rechtspersoon, neemt het geheel van de rechten en plichten van de inrichtende machten van de inrichtingen voor hoger onderwijs over, welke nodig zijn voor de werkzaamheid van de hogeschool die ze samenstellen, met inbegrip van de rechten en verplichtingen betreffende het personeel, op grond van de in artikel 15 bepaalde overeenkomsten, mits de betrokken derden hun toestemming geven.

In het gesubsidieerd officieel hoger onderwijs van het lange type en van het korte type wordt elk personeelslid dat, wat hem betreft, er niet mee instemt dat de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde Hogeschool de rechten en verplichtingen overneemt van de inrichtende macht waarvan hij afhankelijk is, als ontslagnemend beschouwd in de zin van artikel 59, 1° van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden uit het gesubsidieerd officieel onderwijs.

In het gesubsidieerd vrij hoger onderwijs van het lange type en van het korte type wordt elk personeelslid dat wat hem betreft er niet mee instemt dat de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde Hogeschool de rechten en verplichtingen overneemt van de inrichtende macht waarvan hij afhankelijk is, als ontslagnemend beschouwd in de zin van artikel 72, 1° van het decreet dd. 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden uit het gesubsidieerd vrij onderwijs.

In afwijking van lid 1 mogen de inrichtende machten van de inrichtingen voor hoger onderwijs hun eigendomsrecht op hun patrimonium bewaren mits ze de verplichtingen die hieraan verbonden zijn, aanvaarden. De bestanddelen van dit patrimonium die nodig zijn voor de werkzaamheid van de Hogeschool, zullen ter beschikking van bedoelde Hogeschool gesteld worden volgens de bij overeenkomst vastgestelde voorwaarden.

Art. 15. Het voorstel tot oprichting van een Hogeschool door de inrichtende machten van de inrichtingen voor gesubsidieerd vrij of officieel onderwijs omvat :

- 1° de gekozen benaming;
- 2° de bepaling van de rechtspositie van de Hogeschool op het ogenblik van haar oprichting en de ontwerpen van statuten in verband hiermee;
- 3° de bepaling van het net waaronder de Hogeschool ressorteert;
- 4° de beschrijving van de inrichtingen of delen van inrichtingen voor hoger onderwijs die in de aanvankelijke samenstelling opgenomen worden : vestiging en verdeling van de bevolking per afdeling, per categorie en per type van hoger onderwijs;
- 5° de beschrijving van het roerende en onroerende patrimonium van elke inrichting voor hoger onderwijs;
- 6° het aantal en de benaming van de departementen, afdelingen en opties;
- 7° de samenstelling van de inrichtende macht(en) van de Hogeschool die niet opgericht is in de vorm van een rechtspersoon;
- 8° de samenstelling en de bevoegdheden van de beheers- en raadplegingsorganen;
- 9° de samenwerkingsakkoorden tot stand gekomen tussen de inrichtingen voor hoger onderwijs die de hogeschool samenstellen, met inbegrip van het opvoedkundig project en de samenwerkingsvoorwaarden tussen het hoger onderwijs van het korte type en het hoger onderwijs van het lange type, alsmede tussen de verschillende in artikel 38 van dit decreet bedoelde onderwijscategorieën;
- 10° ingeval de hogeschool samengesteld wordt in de vorm van een rechtspersoon, de overeenkomsten betreffende ofwel de rechten en verplichtingen van de inrichtende machten van de inrichtingen voor hoger onderwijs die de instemming bevatten van de betrokken derden, ofwel de terbeschikkingstelling van hun patrimonium voor de Hogeschool, alsmede elke overeenkomst gesloten tussen de inrichtende machten van de inrichtingen voor hoger onderwijs;
- 11° eventueel de aanvragen tot overdracht van (een) afdeling(en) of vestiging(en) voor hoger onderwijs die onder verschillende hogescholen ressorteren, gedaan door elke betrokken onderwijsinrichting;
- 12° eventueel de in artikel 12 § 4 bedoelde herschikkingsvoorwaarden;
- 13° eventueel, de overeenkomsten die de departementen, afdelingen of vestigingen van verschillende hogescholen onderling verbinden en waarin de op 1 september 1993 bestaande samenwerkingsvormen opgenomen worden.

Afdeling 4. — Rechtspositie van de hogescholen

Art. 16. De hogescholen die onder het net van het gesubsidieerd vrij onderwijs en onder het net van het gesubsidieerd officieel onderwijs ressorteren, worden opgericht in de vorm van een rechtspersoon, met uitzondering van de hogescholen die inrichtingen voor hoger onderwijs samenbrengen die onder de inrichtende macht van één gemeente of van één provincie ressorteren.

Art. 17. Elke door de Franse Gemeenschap ingerichte hogeschool vormt een dienst met afzonderlijk beheer, in de zin van artikel 140 van de wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991.

Afdeling 5. — Procedure inzake samenvoeging van hogescholen

Art. 18. § 1. De hogescholen van éénzelfde zone en van hetzelfde net die krachtens artikel 11 werden samengesteld, mogen samengevoegd worden.

§ 2. Het voorstel tot samenvoeging, per zone, van de hogescholen wordt voor machtiging aan de Regering voorgelegd ofwel door de inrichtende machten van de hogescholen die niet in de vorm van een rechtspersoon zijn samengesteld, ofwel door de overheid van de hogescholen die opgericht zijn in de vorm van een rechtspersoon en die uiterlijk op 1 januari van het lopende academiejaar samengevoegd worden. De Regering van de Franse Gemeenschap spreekt zich hieromtrent uiterlijk op 1 maart van hetzelfde academiejaar uit.

§ 3. In het door de Franse Gemeenschap ingerichte hoger onderwijs mag de Minister de hogescholen, per zone, uiterlijk op 1 maart van het academiejaar laten fuseren nadat hij het advies van de Raden van bestuur van de hogescholen heeft ingewonnen.

§ 4. De met redenen omklede beslissing wordt aan de indieners van het voorstel in een termijn van 30 werkdagen meegedeeld.

§ 5. De samenvoeging wordt werkelijkheid in het begin van het volgende academiejaar.

Art. 19. § 1. In afwijking van artikel 18 § 1 mag de Regering de samenvoeging van de gesubsidieerde hogescholen toelaten die gelegen zijn in aangrenzende zones, of door de Franse Gemeenschap ingerichte hogescholen die in aangrenzende zones gelegen zijn laten fuseren.

§ 2. In afwijking van artikel 18, § 1 mag de Regering de fusie toelaten van hogescholen uit verschillende netten. De inrichtende machten van de hogescholen die niet opgericht zijn in de vorm van een rechtspersoon opteren voor het behoren van de hogeschool tot één van de netten waaronder de hogescholen vóór de samenvoeging ressorteerden.

Art. 20. Het voorstel tot samenvoeging van hogescholen omvat :

- 1° de benaming gekozen voor de nieuwe hogeschool;
- 2° de bepaling van de rechtspositie van de hogeschool op het ogenblik van haar oprichting en de ontwerpen van statuten die hierop betrekking hebben;
- 3° de bepaling van het net waaronder de hogeschool ressorteert;

- 4° de vestiging en de verdeling van de bevolking per afdeling, per categorie en per type van hoger onderwijs;
- 5° het aantal en de benaming van de departementen;
- 6° de samenstelling van de nieuwe inrichtende macht van de hogeschool indien deze niet in de vorm van een rechtspersoon is opgericht;
- 7° de samenstelling en de bevoegdheden van de bestuurs- en raadplegingsorganen;
- 8° het geheel van de tussen hogescholen gesloten overeenkomsten en eventueel, de overeenkomsten met of tussen de inrichtende machten van de hogescholen die niet in de vorm van een rechtspersoon werden opgericht, die de overdracht van de rechten en verplichtingen aan de nieuwe hogeschool betreffen, met inbegrip van de overeenkomsten met derden, eventueel het terbeschikkingstellen, voor de nieuwe hogeschool, van het patrimonium van de inrichtende machten van de inrichtingen voor hoger onderwijs die de samengevoegde hogescholen samenstellen.

HOOFDSTUK III. — *De opdrachten van de hogescholen*

Art. 21. De opdracht van de hogescholen is ervoor te zorgen dat de aanvankelijke opleiding in hoger onderwijs van het korte type en van het lange type wordt verstrekt in de verschillende in artikel 38 bedoelde studiecategorieën.

De hogescholen kunnen ook instaan voor de navorming, de toegepaste navorsing en de samenwerking met de culturele en sociaal-economische kringen.

Art. 22. In het raam van de in artikel 21 bedoelde opdrachten mogen de hogescholen samenwerkingsovereenkomsten onder elkaar sluiten, alsmede met inrichtingen voor basis- en secundair onderwijs, inrichtingen voor sociale promotie, universitaire instellingen of elke andere rechtspersoon uit de culturele of sociaal-economische kringen.

De gekozen partners kunnen Belgen of buitenlanders zijn.

HOOFDSTUK IV. — *Het beheer van de hogescholen*

Afdeling 1. — Het beheer van de door de Franse Gemeenschap ingerichte hogescholen.

Art. 23. De door de Franse Gemeenschap ingerichte hogescholen worden beheerd door een Raad van bestuur en zijn voorzien van een Directiecollege, een Opvoedkundige Raad en een Sociale Raad.

Het Directiecollege zorgt voor de uitvoering van de beslissingen van de Raad van Bestuur, treft de beslissingen waarvoor het delegatie heeft gekregen en oefent de aan de directeur en adjunct-directeur van de inrichtingen voor hoger onderwijs toegewezen bevoegdheden uit.

De Opvoedkundige Raad wordt door de Raad van Bestuur of het Directiecollege geraadpleegd omtrent elke vraag betreffende de aanwending van de opvoedkundige middelen en de toewijzing van de personeelsleden.

De Sociale Raad wordt door de Raad van Bestuur of het Directiecollege geraadpleegd omtrent elke vraag betreffende de materiële en sociale voorwaarden voor de studenten.

Hij moet o.m. de beschikbare gelden voor de sociale behoeften van de studenten beheren in overleg met de beheersorganen van de hogeschool.

De bevoegdheden en de werkwijze van de door dit besluit bedoelde organen worden door de Regering vastgelegd.

Art. 24. De Raad van Bestuur bestaat uit :

- 1° de Directeur-Voorzitter;
 - 2° de directeurs van de in artikel 30 bedoelde departementen;
 - 3° vier personeelsleden van de Hogeschool, vastbenoemd bij deze Hogeschool, die de vakbonden vertegenwoordigen die in Sectorcomité IX zitting hebben, in verhouding tot hun belangrijkheid in de Hogeschool, en door de betrokken vakbonden aan de Minister worden voorgedragen;
 - 4° twee personen door de Minister gekozen, gelet op hun bijzondere bekwaamheid in het beroep waarop de ingerichte studies betrekking hebben, en voorgedragen door de in 1°, 2° en 3° bedoelde leden van de Raad van Bestuur, op een dubbele lijst;
 - 5° vier door de Minister gekozen personen die de sociale kringen vertegenwoordigen en voor de helft voorgedragen worden door de interprofessionele vakbonden en voor de helft door de werkgeversorganisaties;
 - 6° een student per departement, die voor zijn eerste studiejaar is geslaagd.
- De in 3°, 4° en 5° bedoelde leden worden door de Minister voor een duur van vijf jaar benoemd.
De in 6° bedoelde leden worden door hun gelijken voor een duur van één jaar verkozen.
De mandaten zijn vernieuwbaar.

Art. 25. Het Directiecollege bestaat uit de in artikel 30 bedoelde departementsdirecteurs en wordt door de Directeur-Voorzitter voorgezeten.

De Directeur-Voorzitter wordt aangesteld door de Minister die hem kiest uit een lijst van drie door het Directiecollege voorgedragen kandidaten.

Het mandaat van Directeur-Voorzitter heeft een duur van vijf jaar en mag verlengd worden.

De Directeur-Voorzitter mag een onderwijsopdracht uitoefenen.

Art. 26. De Regering bepaalt de wijze van samenstelling en werking van de Pedagogische Raad, de Sociale Raad en de Departementsraad.

Art. 27. Elke hogeschool telt evenveel departementen als er studiecategorieën worden ingericht.

Elk departement wordt bestuurd door een directeur die door de Minister aangesteld wordt uit een lijst van drie kandidaten voorgedragen door het onderwijzend personeel van het departement.

Het mandaat van de departementsdirecteur duurt vijf jaar en mag verlengd worden.

De departementsdirecteur mag een onderwijsopdracht uitoefenen.

Elk departement van de Hogeschool is voorzien van een departementsraad.

De departementsraad heeft tot doel, op eigen initiatief of op verzoek van de raad van bestuur van de Hogeschool adviezen uit te brengen omtrent vragen betreffende het departement.

Afdeling 2. — Het beheer van de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde hogescholen

Art. 28. De door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde Hogescholen, opgericht in de vorm van een rechtspersoon, worden door bestuurs- en raadplegingsorganen beheerd waarvan ze voorzien worden na beslissing van de inrichtende machten.

De niet als rechtspersoon opgerichte hogescholen zijn voorzien van beheersorganen, alsook van de door hun inrichtende machten ingestelde adviesorganen.

In elke Hogeschool is er ten minste een bestuursorgaan, een directiecollege, een raadplegingsorgaan op pedagogisch gebied en een raadplegingsorgaan op sociaal gebied.

Het directiecollege zorgt voor de uitvoering van de beslissingen van het bestuursorgaan en neemt de beslissingen waarvoor het delegatie heeft gekregen.

Het raadplegingsorgaan op pedagogisch gebied moet door het centraal bestuursorgaan en door het directiecollege worden geraadpleegd omtrent elke vraag in verband met de pedagogische middelen en de toewijzing van de personeelsleden.

Het raadplegingsorgaan op sociaal gebied moet door het centraal bestuursorgaan en door het directiecollege worden geraadpleegd omtrent elke vraag in verband met de materiële en sociale voorwaarden voor de studenten. Het komt hem toe, in overleg met de bestuursorganen van de Hogeschool de beschikbare gelden voor de sociale behoeften van de studenten te beheren.

Art. 29. Het directiecollege omvat minstens de departementsdirecteurs en wordt door een directeur-voorzitter voorgezeten.

De directeur-voorzitter wordt aangesteld door de inrichtende macht die hem uit een lijst van drie door het Directiecollege voorgedragen kandidaten kiest.

Het mandaat van directeur-voorzitter duurt vijf jaar en mag verlengd worden.

De Directeur-voorzitter mag een onderwijsopdracht uitoefenen.

Art. 30. Elke hogeschool telt evenveel departementen als ze studiecategorieën ingericht.

Elk departement wordt bestuurd door een directeur, benoemd door de inrichtende macht, die hem uit een lijst van drie door geheel het onderwijzend personeel van het departement voorgedragen kandidaten kiest.

Het mandaat van departementsdirecteur duurt vijf jaar en mag verlengd worden.

De departementsdirecteur mag een onderwijsopdracht uitoefenen.

Elk departement van de Hogeschool is voorzien van minstens een departementsraad.

De departementsraad heeft voor taak, op eigen initiatief of op vraag van het bestuursorgaan van de hogeschool adviezen uit te brengen.

Afdeling 3. — Inspraak in het beheer van de Hogescholen

Art. 31. In de door de Franse Gemeenschap ingerichte hogescholen :

1° vertegenwoordigen ten minste een vierde van de leden de personeelsleden in de pedagogische raad, de sociale raad en de departementsraad;

2° vertegenwoordigen ten minste een vijfde van de leden de studenten in de pedagogische raad, de sociale raad en de departementsraad.

Art. 32. De door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde Hogescholen zorgen in hun bestuurs- en raadplegingsorganen voor een vertegenwoordiging van de personeelsleden ten belope van minstens een vierde en voor een studentenvertegenwoordiging voor minstens een vijfde van de leden. De studenten nemen deel aan de vergaderingen van de bestuursorganen met ten minste raadgevende stem.

HOOFDSTUK V. — Bepalingen betreffende de financiering van de Hogescholen en de inrichtingen voor hoger onderwijs

Art. 33. § 1. In 1994-1995 bestaat het aantal subsidieerbare studenten uit het aantal subsidieerbare studenten op 1 februari 1993, verhoogd of verminderd met een tiende van het verschil tussen het aantal subsidieerbare studenten vastgesteld op 1 februari 1994 en het aantal subsidieerbare studenten vastgesteld op 1 februari 1993, voor de toepassing van de begeleidingsnormen en de vastlegging van het aantal betrekkingen in de ambten van het administratief personeel in het hoger onderwijs van het lange type en voor de vaststelling van het aantal in aanmerking komende lestijden en de vaststelling van het aantal betrekkingen van het opvoedend hiulpersoneel en het administratief personeel in het hoger onderwijs van het korte type.

Er wordt een aanvullende begeleiding toegestaan aan de inrichtingen waar het aantal subsidieerbare studenten op de dertigste dag van het academiejaar 1994-1995 het aantal op 1 februari 1993 vastgestelde studenten overschrijdt met twintig percent.

Deze begeleiding wordt ten belope van een volledige opdracht van leerkracht per volledige schijf van de studentenbevolking boven het voormelde percentage toegekend.

Deze begeleiding is het resultaat, op de lagere eenheid afgerond en uitgedrukt in aantal volledige opdrachten, van de deling van het aantal studenten boven dit percentage door veertig.

§ 2. Op grond van het aantal in § 1 bedoelde studenten wordt de begeleiding berekend volgens de vigerende regels en per inrichting. De Hogescholen, opgericht ter uitvoering van artikel 11, beschikken in afwachting van nieuwe normen over de totale begeleiding die voortvloeit uit de optelling van de begeleiding in de inrichtingen die ze samenstellen.

§ 3. In 1994-1995 mogen lestijden of begeleidingseenheden afgestaan worden door een inrichting aan een andere inrichting van hetzelfde net ten belope van hoogstens 1/20ste van de lestijden of begeleidingseenheden die volgens de voorwaarden van § 1 werden vastgelegd.

Art. 34. Voor het academiejaar 1994-1995 is het aantal subsidieerbare studenten die in aanmerking komen voor de werkings- en uitrustingsstoelagen gelijk aan het aantal op 1.2.1993 subsidieerbare studenten in de inrichtingen voor hoger onderwijs, vermeerderd of verminderd met één tiende van het verschil tussen het aantal subsidieerbare studenten resp. vastgesteld op 1.2.1994 en 1.2.1993.

Art. 35. De Regering bepaalt de wijze waarop het bedrag van de wedden of weddetoelagen voor betrekkingen, vrijgekomen door afvloeiing, kan besteed worden aan werkings- of uitrustingskosten of aan andere personeelskosten dan die, voortvloeiend uit de vervanging van de betrokkenen in de vacant geworden betrekkingen.

Art. 36. Binnen de perken van de begrotingskredieten 1995 wordt een bijkomende dotatie of een hergroeperingstoeelage toegekend aan elke hogeschool, opgericht overeenkomstig art. 11.

Die toelage bestaat uit een forfaitair gedeelte, waarvan de Regering het minimumbedrag vaststelt, en een wisselend gedeelte, volgens het aantal subsidieerbare studenten van de inrichtingen voor hoger onderwijs die de hogeschool samenstellen.

HOOFDSTUK VI. — *Algemene raad van de hogescholen*

Art. 37. De Regering van de Franse Gemeenschap richt bij het bestuur van het hoger onderwijs een algemene raad voor de hogescholen op, uiterlijk op 1.9.1995.

De algemene raad omvat :

1. directeurs-voorzitters van de hogescholen;
2. vertegenwoordigers van de inrichtende machten;
3. vertegenwoordigers van het personeel;
4. vertegenwoordigers van de studenten;
5. vertegenwoordigers van de sociale kringen, voorgedragen door de interprofessionele bonden en de werkgeversorganisaties.

Behalve de opdrachten voortvloeiend uit andere artikelen van dit decreet is de algemene raad gelast, op eigen initiatief of op verzoek van de Minister of van een hogeschool, advies te geven over elke kwestie betreffende het in de hogescholen verstrekte hoger onderwijs.

Voor elk van de in art. 38 bedoelde onderwijscategorieën kan de Regering aan de algemene raad hoge raden per categorie toevoegen, alsook gespecialiseerde commissies. Die raden en commissies kunnen een beroep doen op externe deskundigen. De Regering bepaalt de wijze van samenstelling en benoeming van de leden, de bevoegdheid en de werking van de algemene raad, de hoge raden en de gespecialiseerde commissies. Ze waakt voor een rechtvaardige vertegenwoordiging van de verschillende strekkingen.

HOOFDSTUK VII. — *Structuur van het hoger onderwijs van het korte en het lange type en vaststelling van de graden*

Afdeling 1. — Categorieën hoger onderwijs

Art. 38. § 1. Hoger onderwijs van het korte of het lange type kan georganiseerd worden in onderstaande categorieën :

- 1° agrarisch hoger onderwijs;
- 2° artistiek hoger onderwijs;
- 3° economisch hoger onderwijs;
- 4° paramedisch hoger onderwijs;
- 5° pedagogisch hoger onderwijs;
- 6° sociaal hoger onderwijs;
- 7° technisch hoger onderwijs;
- 8° hoger onderwijs voor schriftelijke en mondelinge vertaling.

§ 2. Het hoger onderwijs van het korte en lange type kan ressorteren onder verschillende in § 1 vermelde categorieën.

Art. 39. In elke categorie kan het onderwijs verstrekt worden als hoger onderwijs van het korte en van het lange type.

Afdeling 2. — Hoger Onderwijs van het korte type.

Art. 40. Het hoger onderwijs van het korte type wordt verstrekt in één cyclus van ten minste 3 en ten hoogste 4 jaar studie.

Art. 41. Het hoger onderwijs van het korte type wordt bekrachtigd met een van volgende graden :

Vroedvrouw, geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs, ingenieursassistent(e), assistent(e) in een klinisch laboratorium, assistent(e) in de psychologie, maatschappelijk assistent(e), maatschappelijk werk(st)er, gegradueerde, bibliothecaris-documentalist, sociaal adviseur, sociaal en fiscaal adviseur, gegradueerd(e) opvoeder(st)er, gespecialiseerd(e) opvoeder(st)er, gegradueerde, gegradueerde verpleger(eegster), kleuterleider(st)er, onderwijzer(es).

Art. 42. Na afloop van de in art. 40 bedoelde cyclus kan in het hoger onderwijs van het korte type nog een specialisatiediploma uitgereikt worden na één jaar studie.

Afdeling 3. — Hoger onderwijs van het lange type

Art. 43. Het hoger onderwijs van het lange type is van universitair niveau en bekrachtigt studie in 2 cyclussen. Elke cyclus omvat ten minste 2 en ten hoogste 3 jaar studie. De graden en titels die de studie van de eerste en de 2e cyclus hoger onderwijs van het lange type bekrachtigen zijn van hetzelfde niveau als de overeenstemmende academische graden.

Art. 44. § 1. Het hoger onderwijs van het lange type van de 1e cyclus wordt bekrachtigd met de graad van kandidaat.

§ 2. Het hoger onderwijs van het lange type van de 2e cyclus wordt bekrachtigd met één van volgende graden : licentiaat, architect, industrieel ingenieur, handelsingenieur.

§ 3. Het onderwijs voor pedagogische opleiding van de toekomstige leerkrachten, thans georganiseerd door de inrichtingen voor hoger economisch onderwijs van het lange type, wordt bekrachtigd met de graad van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs.

Art. 45. Na afloop van de 2e cyclus bedoeld in art. 43 kan in het hoger onderwijs van het lange type nog een diploma van gespecialiseerd hoger onderwijs uitgereikt worden na studie van ten hoogste twee jaar, met o.m. toegepast onderzoek, o.a. verricht in Belgische of buitenlandse beroepskringen.

Afdeling 4. — Gemeenschappelijke bepalingen voor het hoger onderwijs van het korte en het lange type

Art. 46. § 1. De beslissing waarbij de Raad van Bestuur van een hogeschool, georganiseerd door de Franse Gemeenschap, een nieuwe afdeling, optie of specialisatiestudie opent in een categorie die ze organiseert, wordt voor toelating voorgelegd aan de Regering, op eensluitend advies van de algemene raad.

§ 2. De nieuwe afdelingen, opties en specialisatiestudies geopend door een door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde hogeschool en ressorterend onder een categorie die ze organiseert, worden erkend en in de toelageregeling opgenomen door de Regering, op eensluitend advies van de algemene raad.

Art. 47. § 1. De Regering kan nieuwe studies tot stand brengen, met inbegrip van specialisatiestudies ressorterend onder een in art. 38 vermelde categorie, op eensluitend advies van de algemene raad.

Die nieuwe studies omvatten onderwijsactiviteiten i.v.m. de toegekende graad en bezorgen de student de kennis, het inzicht en de bekwaamheden die hij nodig heeft.

Elk jaar studie omvat ten minste 700 en ten hoogste 1 200 uren onderwijsactiviteiten.

§ 2. De structuur en de indeling van die nieuwe studies bij het hoger onderwijs van het korte en het lange type wordt bepaald door de Regering van de Franse Gemeenschap, op eensluitend advies van de algemene raad.

HOOFDSTUK VIII. — Toegang tot het hoger onderwijs van het korte en het lange type

Art. 48. § 1. Het 1e jaar hoger onderwijs, ter verkrijging van de graad die deze studies bekrachtigt, is toegankelijk voor de studenten die één van volgende stukken voorleggen :

1° een getuigschrift van hoger secundair onderwijs uitgereikt door een inrichting voor secundair onderwijs met volledig leerplan of voor sociale promotie, voor de studenten die dat getuigschrift na het schooljaar 1992-1993 bekomen hebben;

2° een getuigschrift van hoger secundair onderwijs, voor de studenten die vóór het jaar 1993-1994 dat getuigschrift bekomen hebben, samen met het diploma van bekwaamheid voor toegang tot het hoger onderwijs, voor toegang tot het 1e jaar hoger onderwijs van het lange type;

3° een gehomologeerd getuigschrift van het algemeen, technisch of kunstonderwijs, uitgereikt door een inrichting voor secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Vlaamse Gemeenschap of door de examencommissie van de Vlaamse Gemeenschap die gemachtigd is om dat getuigschrift uit te reiken, en dat toegang verleent tot het universitair onderwijs in die Gemeenschap;

4° een diploma van het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan of een overeenstemmend bewijs uitgereikt door het onderwijs voor sociale promotie;

5° een buitenlands diploma of studiebewijs, gelijkwaardig erkend met die vermeld in 1° en 3°, bij toepassing van de wet van 19.3.1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiebewijzen, van een decreet, een Europese richtlijn of een internationaal verdrag;

6° een attest van welslagen voor een toelatingsexamen georganiseerd door de hogescholen en waarvan de programma's bepaald worden door de Regering, op advies van de algemene raad.

Dit attest geeft toegang tot de studies die het vermeldt. Hebben ook toegang tot het 1e jaar paramedisch hoger onderwijs van het korte type de studenten die geslaagd zijn voor het toelatingsexamen, overeenkomstig de door de Regering genomen maatregelen, voor een examencommissie van de Franse Gemeenschap.

§ 2. Tot het 1e jaar studie van de 2e cyclus hoger onderwijs van het lange type ter verkrijging van de graad die het bekrachtigt, hebben de studenten toegang, houder van de met die studie overeenstemmende graad van kandidaat.

§ 3. Tot de studie ter verkrijging van de graad van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs hebben de studenten toegang, houder van een graad tot bekrachtiging van onderwijs van de 2e cyclus van het lange type in de economische categorie of die voor zulke studie ingeschreven zijn, in welk geval ze de graad van geaggregeerde pas kunnen bekomen na het bekomen van de graad die hun studie in de 2e cyclus bekrachtigt.

Art. 49. § 1. Overeenkomstig de maatregelen door de Regering genomen op advies van de algemene raad, bepaalt de overheid van de hogeschool de voorwaarden waaronder de studenten overgaan :

1° van een jaar hoger onderwijs van het korte type van een afdeling naar een ander jaar van dat onderwijs in een andere afdeling;

2° van een jaar of cyclus van het hoger onderwijs van het lange type naar een jaar hoger onderwijs van het korte type;

3° van een jaar of cyclus van het universitair onderwijs naar een jaar hoger onderwijs van het korte type;

4° van een 1e cyclus van het hoger onderwijs van het lange type in een afdeling naar een 2e cyclus hoger onderwijs van het lange type in een andere afdeling;

5° van een 1e cyclus van het universitair onderwijs naar een 2e cyclus hoger onderwijs van het lange type;

6° van een cyclus van het hoger onderwijs van het korte type naar een 2e cyclus hoger onderwijs van het lange type in een gelijkaardige afdeling;

7° van een jaar van een cyclus universitair onderwijs of hoger onderwijs van het lange type naar een jaar van een cyclus hoger onderwijs van het lange type;

8° van een 2e cyclus universitair onderwijs naar de specialisatiestudie georganiseerd in het hoger onderwijs van het lange type bij toepassing van art. 45.

§ 2. De in § 1 bedoelde overgangen gelden ook voor studenten, houder van een titel uitgereikt door het onderwijs voor sociale promotie, die overeenstemt met die, uitgereikt door het onderwijs met volledig leerplan, overeenkomstig art. 75 van het decreet van 16.4.1991 tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie.

Voor specifieke studiebewijzen van het hoger onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1, bepaald door voormeld decreet, is ook overgang mogelijk op een wijze die de Regering zal bepalen, op advies van de algemene raad.

§ 3. De in § 1 bedoelde overgangen gelden ook voor studenten die uit het onderwijs voor sociale promotie komen, op voorwaarden die de Regering bepaalt.

Art. 50. De overheid van de hogeschool kan tot studies van de 2e cyclus die ze bepaalt, studenten toelaten die de graad van kandidaat niet bekomen hebben, maar het bewijs leveren van ten minste 4 jaar beroepservaring en die na een evaluatie, georganiseerd door de overheid van de hogeschool, het bewijs leveren van voldoende kennis en bekwaamheid om die studies met goed gevolg te doorlopen.

De bepaling van de in vorig lid bedoelde studie moet vooraf goedgekeurd worden door de Minister, op advies van de algemene raad.

Art. 51. Op voorwaarden die de overheid van de hogeschool bepaalt, zijn studies van de 2e cyclus toegankelijk, voor het verkrijgen van de graden die ze bekrachtigen, voor studenten, houder van een buitenlands diploma of studiebewijs i.v.m. die studies, gelijkwaardig erkend met die, vermeld in de art. 41 en 44, § 1 van dit decreet, bij toepassing van de wet van 14.3.1971 inzake gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiebewijzen.

Art. 52. De student heeft de vrije keus van de hogeschool waar hij zich wil inschrijven.

De overheid van de hogeschool kan echter de inschrijving van een student weigeren bij gemotiveerde beslissing, ingevolge bepalingen die de Regering getroffen heeft.

Wanneer die hogeschool door de Franse Gemeenschap georganiseerd is, kan die student binnen 30 dagen, bij aangetekend schrijven, beroep aantekenen bij de minister, die over 30 dagen beschikt om de weigering ongedaan te maken.

De door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde hogescholen voorzien in hun reglement in de oprichting en organisatie van een commissie, die de klachten van studenten bij weigering om ze in te schrijven, in ontvangst neemt. Die commissie, waarvan de onafhankelijkheid gewaarborgd moet worden, kan de weigering ongedaan maken op de wijze die het reglement bepaalt.

HOOFDSTUK IX. — Studieregeling in het hoger onderwijs

Afdeling 1. — Studie- en examenprogramma's

Art. 53. Mits ze het bij wetten, decreten en besluiten bepaalde programma en minimumaantal uren naleeft, kan elke hogeschool haar uurregeling bepalen en haar programma's uitwerken om het studiepeil te waarborgen. Uiterlijk op 1 augustus van elk jaar publiceert ze het programma van de verschillende studies die ze het volgende academiejaar organiseert, zodat de student kennis krijgt van doeleinden en inhoud van de organisatie van de programma's en van het vigerende reglement.

Art. 54. De programma's van het hoger onderwijs van het korte type, ter verkrijging van een in art. 41 vermelde graad, beslaan ten minste 3 jaar studie.

De programma's van het hoger onderwijs van het lange type in de 1e cyclus, ter verkrijging van de graad van kandidaat, beslaan 2 jaar studie.

De programma's van het hoger onderwijs van het lange type in de 2e cyclus, ter verkrijging van een graad vermeld in art. 44, § 2, beslaan 2 jaar studie behalve voor handelsingenieur en architect : voor deze graden zijn 3 jaar studie vereist.

De programma's ter verkrijging van de graad van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs beslaan 1 jaar studie.

Art. 55. Onverminderd andere bepalingen van dit decreet leggen de overheid van de hogeschool in de vorm van een rechtspersoon en de inrichtende macht(en) van de hogeschool die geen rechtspersoon is, een studiereglement vast vóór 1.1.1998. Dat reglement en latere wijzigingen ervan worden aan de Minister meegedeeld.

Het reglement bepaalt o.m. :

- 1° de doeleinden van elk studieprogramma;
- 2° de beschrijving van elk studieprogramma;
- 3° de organisatie van het academiejaar;
- 4° de tuchtregeling;
- 5° de bepalingen waarvoor met de student een pedagogische overeenkomst gesloten moet worden;
- 6° de inspraakregeling.

Het academiejaar wordt georganiseerd overeenkomstig de algemene bepaling die de Regering treft.

Art. 56. De studenten, ingeschreven in een hogeschool ter verkrijging van een graad bedoeld in art. 41, 42, 44 of 45, volgen geregeld de onderwijsactiviteiten op het programma van het studiejaar waarvoor ze ingeschreven zijn, die de hogeschool organiseert. Zij leggen er de examens af m.b.t. hun studieprogramma.

Niettemin kunnen overeenkomsten met andere hogescholen of al dan niet universitaire inrichtingen voor hoger onderwijs, in België of in het buitenland, bepalen dat sommige colleges en werkzaamheden georganiseerd zullen worden door die hogescholen of inrichtingen en dat de daarop betrekking hebbende examens er zullen afgelegd worden overeenkomstig de aldaar vigerende regels. Ze kunnen ook in de uitwisseling van leerkrachten voorzien.

Art. 57. Bij beslissing van de overheid van de hogeschool en onder de voorwaarden die ze bepaalt, kunnen de studenten op hun verzoek de toelating krijgen om een studiejaar over verschillende academiejaren te spreiden.

Ze tellen daar mee voor de financiering in verhouding tot het gedeelte van het studieprogramma dat zij afgewerkt hebben, volgens een regeling die de Regering bepaalt op advies van de algemene raad.

Art. 58. Bij beslissing van de overheid van de hogescholen, onder de voorwaarden die ze bepaalt mogen de studenten die voor het eerst in het 1e jaar ingeschreven zijn, in de loop van het jaar op hun verzoek de toelating krijgen om het jaar over 2 opeenvolgende jaren te spreiden.

Examens waarvoor zij het 1e jaar niet slagen, mogen zij het volgende jaar tweemaal afleggen. Zij zijn verplicht een bijwerking te volgen waarvan de overheid van de hogeschool het programma in overleg met de betrokkene bepaalt.

Studenten waarvoor die regeling geldt, worden geacht tweemaal in het 1e jaar ingeschreven te zijn.

Afdeling 2. — Studieduur

Art. 59. Onverminderd artikel 61 moet een student ter verkrijging van een graad, vermeld in artikelen 41 en 44, volgend aantal jaren gewijd hebben aan zijn studie :

- 1° ten minste 3 jaar voor een graad vermeld in artikel 41;
- 2° ten minste 2 jaar voor een graad vermeld in artikel 44, § 1;
- 3° ten minste 2 jaar voor de graad van licentiaat of industrieel ingenieur;
- 4° ten minste 3 jaar voor de graad van handelsingenieur of architect;
- 5° ten minste 1 jaar voor het in artikel 43 bedoelde specialisatiediploma in het hoger onderwijs van het korte type;
- 6° ten minste 1 jaar voor het in artikel 45 bedoelde diploma van gespecialiseerd hoger onderwijs van het lange type.

Afdeling 3. — Vrijstellingen van studieprogramma en -duur

Art. 60. Op voorwaarden die ze bepaalt kan de overheid van de hogeschool studenten vrijstellen van gedeelten van hun studieprogramma, gelet op de studies of studiedeeltes die zij met goed gevolg volbracht hadden.

Art. 61. De overheid van de hogeschool kan studenten die de in artikel 60 bedoelde vrijstelling genieten, een vermindering van de in artikel 59 bepaalde minimumstudieduur toestaan.

Afdeling 4. — Kwaliteitscontrole

Art. 62. De overheid van de hogeschool controleert de kwaliteit van de onderwijsactiviteiten en van andere opdrachten die ze vervult, volgens een door de Regering bepaalde procedure.

Daartoe wordt o.m. een beroep gedaan op externe deskundigen, prioritair in beroepskringen gekozen, en wordt om de 3 jaar een activiteitenverslag ingediend bij de algemene raad.

De Regering bepaalt het gevolg dat gegeven moet worden aan de besluiten van die controle.

HOOFDSTUK X. — Examencommissies

Art. 63. Om zich voor de examens aan een hogeschool te mogen inschrijven, moet elk student geregeld de onderwijsactiviteiten gevolgd hebben, die voorkomen op het programma van het studiejaar waarvoor hij ingeschreven is.

Art. 64. Niemand mag deelnemen aan meer dan 2 examenzittingen in één academiejaar.

Art. 65. De examens zijn openbaar. Ze worden mondeling of schriftelijk afgenomen.

Elk student mag zijn verbeterd schriftelijk examen inzien en kan op gewone aanvraag zijn uitslag per examen vernemen.

Art. 66. De overheid van de hogeschool stelt examencommissies per studiejaar samen.

Die commissies bestaan uit de personeelsleden die verantwoordelijk waren voor de door de student gevolgde onderwijsactiviteiten, alsook uit een voorzitter, een secretaris en eventueel externe deskundigen.

Ze beraadslagen collegiaal en zonder mogelijkheid van beroep over de aanvaarding, verdaging of afwijzing van de student en over de toe te kennen vermeldingen.

Art. 67. Onverminderd andere bepalingen van dit hoofdstuk legt de Regering een algemeen examenreglement vast, met o.m. :

- 1° de examentijden;
- 2° de overgangsvoorwaarden;
- 3° de organisatie en het verloop van de examens;
- 4° de samenstelling en werking van de examencommissies;
- 5° de wijze waarop klachten van de studenten over een onregelmatig verloop van de examens ingediend, onderzocht en beslecht worden;
- 6° de vermelding van de overheid, bevoegd om een inschrijving te weigeren.

HOOFDSTUK XI. — Examencommissies voor het hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap

Art. 68. De Regering kan examencommissies voor het hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap oprichten, ter uitreiking van de in de artikelen 41 en 44 bedoelde graden en van de bekwaamheidsbewijzen die krachtens de vigerende wetgeving vereist zijn en noch door universitaire instellingen, noch door hoger-onderwijsinstellingen, noch door hogescholen uitgereikt worden.

Ze regelt hun werking en bepaalt de inschrijvingsrechten, alsook de vergoedingen van de examinatoren.

HOOFDSTUK XII. — Uitreiking van de diploma's

Art. 69. De in de artikelen 41 en 44 bedoelde graden en de diploma's tot staving ervan worden toegekend door de examencommissies van de hogescholen of door de examencommissies voor het hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap.

De in de artikelen 42 en 45 bedoelde graden en de diploma's of getuigschriften tot staving ervan worden door de examencommissies van de hogescholen uitgereikt.

Art. 70. De diploma's worden ondertekend door de directeurs-voorzitters en door de leden van de examencommissie. Ze worden medeondertekend door de Minister of zijn gemachtigde.

Het diploma uitgereikt door een examencommissie voor het hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap overeenkomstig artikel 62 van dit decreet wordt ondertekend door de voorzitter en de leden van de examencommissie en medeondertekend door de Minister of zijn gemachtigde.

HOOFDSTUK XIII. — Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen

Art. 71. De artikel 2, 1e lid, 2bis, 2ter, 2 quater, 3, 5, 5bis, § 1, a, b, c, e, § 2, § 3, a, b, 6, 7, 8, 9, 9bis, § 2, 11, 12, 13, 14, en 15 van de wet van 7.7.1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs gelden niet voor de hogescholen.

In dezelfde wet wordt in artikel 2ter « en 1993-1994 » vervangen door « 1993-1994 en 1994-1995 ».

In artikel 17 van de wet van 18.2.1977 houdende organisatie van het hoger onderwijs, inz. van het technisch en agrarisch hoger onderwijs van het lange type wordt in § 4bis « in 3.c » vervangen door « in § 3,b en c » en in § 4ter « bedoelde afdeling » vervangen door « in § 3,b en c, bedoelde afdelingen ».

Art. 72. Voor de hoger-onderwijsinstellingen van de gesubsidieerde netten heeft de niet-naleving van de in de artikelen 11 t/m 15 gestelde verplichtingen het definitief verlies van het recht op toelagen tot gevolg.

Voor de instellingen van het net georganiseerd door de Franse Gemeenschap heeft de niet-naleving van die artikelen de sluiting van de hoger-onderwijsinstelling tot gevolg.

Art. 73. Voor hoger-onderwijsinstellingen van het gesubsidieerd net heeft de niet-naleving van de in de artikelen 52, 55 en 62 voorkomende bepalingen het verlies van het recht op toelagen, tot een bedrag van 20 %, tot gevolg.

Voor de instellingen van het net georganiseerd door de Franse Gemeenschap heeft de niet-naleving van die bepalingen het verlies van de middelen, bestemd voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs, tot een bedrag van 20 %, tot gevolg.

Art. 74. In afwachting van de organisatie van toelatingsexamens, bedoeld in artikel 48, § 1, kunnen studenten die geslaagd zijn voor het ingangsexamen, georganiseerd door een hoger-onderwijsinstelling, opgenomen in een hogeschool, of door de hogeschool, toegang krijgen tot de colleges ter verkrijging van het diploma van maatschappelijk assistent, maatschappelijk werker of sociaal adviseur.

Art. 75. Bij de oprichting van de hogeschool bestaat het bestuurscollege, in afwijking van de artikelen 25 en 27, van rechtswege uit de directeurs, adjunct-directeurs en onderdirecteurs van de hoger-onderwijsinstellingen die de hogeschool samenstellen.

In het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs zijn de fungerende directeurs, adjunct-directeurs en onderdirecteurs van rechtswege lid van het bestuurscollege, voor ten hoogste 5 jaar.

Als onder de in het 1e lid bedoelde leden van rechtswege van het bestuurscollege, de verantwoordelijken voor het hoger onderwijs van het lange of het korte type, zo die 2 types in de hogeschool voorkomen, niet vertegenwoordigd zijn naar rato van ten minste 1/3 van de leden, dan benoemt de inrichtende macht, als overgangsmaatregel, tot 1 september 2000, bijkomende leden, gekozen uit het onderwijzend personeel. Ze worden aan het college toegevoegd om de verhouding van 1/3 te bereiken.

De inrichtende macht benoemt de departementale directeurs onder de leden van rechtswege van het bestuurscollege. De departementale directeurs, benoemd ingevolge het voorgaande lid, worden overeenkomstig de artikelen 27 en 30 vervangen.

Art. 76. De Regering verzekert, als overgangsmaatregel tot 1 september 2000, in de raad van bestuur, afgezien van de in artikel 24, 4^o en 5^o, bedoelde externe leden, de pedagogische raad, de sociale raad en de departementale raad van de hogescholen van de Franse Gemeenschap, de vertegenwoordiging van het hoger onderwijs van het korte en het lange type voor telkens 1/3, mits beide types in de hogeschool of het departement bestaan.

De gesubsidieerde hogescholen verzekeren, als overgangsmaatregel tot 1 september 2000, in hun bestuurs- en adviesorganen, de vertegenwoordiging van het hoger onderwijs van het korte en het lange type voor telkens 1/3 van de leden die tot de hogeschool behoren, mits beide types in de hogeschool of het departement bestaan.

Art. 77. In afwachting van de oprichting van de algemene raad bedoeld in artikel 37, oefent de vaste raad, bedoeld in artikel 7, § 1 van voormelde wet van 7.7.1970, de bevoegdheid uit die dit decreet aan de algemene raad toekent.

Art. 78. § 1. De hoger-onderwijsinstelling « Ecole d'interprètes internationaux » blijft onderworpen aan de bepalingen bedoeld in artikel 4, § 3, van de wet van 28.4.1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, gecoördineerd op 15.8.1991.

§ 2. De overeenkomsten tussen die instelling en de « Université de l'Etat de Mons » blijven toepasselijk.

§ 3. De overheid van de hogeschool waarin die instelling zal worden opgenomen, moeten de in § 1 bedoelde bepalingen en de in § 2 bedoelde overeenkomsten naleven en in de interne organisatie van de hogeschool voorzien met inachtneming van die bepalingen.

Art. 79. Alle bepalingen van wetten, decreten en reglementen betreffende de instellingen voor hoger onderwijs gelden *mutatis mutandis* voor de hogescholen totdat de Raad of de Regering ze eventueel wijzigt of afschaft.

Art. 80. De wet van 22.12.1986 op de intercommunale verenigingen is toepasselijk op hogescholen samengesteld uit hoger-onderwijsinstellingen die door ten minste 2 gemeenten georganiseerd waren, onverminderd de art. 28, 29, 30 en 32.

Art. 81. De Regering bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 27 oktober 1994.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met Openbaar Ambt, Kinderzorg en Toerisme,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,

E. TOMAS

De Minister van Onderwijs en Audiovisuele Media,

Ph. MAHOUX